

SINCE 1989

N°1597 | LUNDI 13 NOVEMBRE 2023 | 20 PAGES €7 \$8

Le dossier **Matata** **rejaillit**



Extrait de rôle de la Haute Cour : «La Cour Constitutionnelle, siégeant en matière répressive, prononcera à son audience publique de ce lundi 13 novembre 2023 à 11 heures l'affaire ci-dessous : RP 002 : Ministère public C/Matata Ponyo Mapon Augustin, Grobler Christo Stephanus et Mutombo Nyembo Déogratias». La Cour Constitutionnelle va-t-elle rendre son verdict ce lundi 13 novembre 2023 ? Les heures qui viennent vont-elles être déterminantes pour un homme qui s'est déclaré Candidat Président de la République et dont la candidature a été validée à la Commission Électorale Nationale Indépendante comme à la Cour Constitutionnelle ? Si l'ex-Premier ministre est condamné par la Haute Cour, lui qui s'est moqué tant de la Justice, s'agissant d'un dossier de détournement de biens publics, Augustin Matata Ponyo Mapon sera automatiquement déchu de ses droits civiques et politiques. La Commission Électorale Nationale Indépendante le sortira de toutes ses listes, celles des électeurs comme celles des candidats Député ou Président. DR.



548632 098755

LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Après Genève qui avait fait un flop, Pretoria tiendra ?

Nombre d'observateurs et de leaders politiques congolais n'y croyaient pas. Ils envisageaient un dialogue avec glissement et partage du pouvoir.

Le pouvoir a tenu ferme. Environ 44 millions d'électeurs ont été appelés aux urnes le 20 décembre 2023 pour un triple scrutin : législatif, provincial et présidentiel.

Pour la présidentielle, 26 candidats sont au départ pour la magistrature suprême. Une élection à un tour conformément à la Constitution du pays. Une échéance électorale à laquelle devraient participer tous les ténors de l'opposition, sauf s'ils parviennent à un accord sur une candidature commune : les discussions s'ouvrent lundi 13 novembre en Afrique du Sud. « Une élection à un tour, ça favorise forcément le président sortant qui a pour lui un appareil politique », explique sans détour un spécialiste des questions électorales.

« Imaginez avec 26 candidats, si tout le monde fait 4%, il y en a un qui peut gagner avec tout juste 5% des suffrages et, à peine, 400.000 voix d'avance », explique-t-il.

Des chiffres exagérés pour certains mais qui illustrent bien la problématique dans laquelle se trouve désormais l'opposition congolaise : ne pas trop se diviser pour espérer l'emporter. Il faut dire que les poids lourds de cette opposition sont quasiment tous sur la ligne de départ. S'il y a eu des doutes, des hésitations, au finish, la Cour Constitutionnelle a bien validé l'ensemble des dossiers déposés devant la Commission Électorale Nationale Indépendante. Seul le clan de Joseph Kabila Kabange, président de 2001 à 2019, ne présente officiellement pas de candidat ayant décidé de boycotter le processus. Pour les partants,



De g. à dr., de haut en bas, Mukwege, Katumbi, Fayulu, Matata. Quand leurs délégués déblaient le terrain à Pretoria, peuvent-ils réaliser ce que Genève n'avaient pu faire? DR.

se pose désormais la question des alliances. « Pour battre M. Tshisekedi, il n'y a pas besoin d'une candidature commune », avait déclaré sur Rfi le député du Kasai-Central, Delly Sesanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, lui-même candidat, qui avait appuyé en décembre 2018, à la dernière présidentielle, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo mais est devenu depuis très critique à son égard.

VONT-ILS PARVENIR À S'ENTENDRE ?

L'opposition se retrouve à partir de lundi 13 novembre en Afrique du Sud, ce sujet remis sur la table. Une problématique depuis de nombreux mois déjà. Il faut dire qu'en novembre 2018, face au dauphin du président Joseph Kabila Kabange, Emmanuel Ramazani Shadary, un accord avait déjà été signé à Genève entre plusieurs membres de l'opposition et des Candidats à la présidentielle. Accord rompu dès le lendemain par Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et Vital Kamerhe wa Kanyinyi Nkingi, dont le ticket a gagné la course. Depuis, l'idée d'un Genève II a toujours été présente. « Évidemment qu'il faut une candidature commune, confiait il y a quelques mois l'un des candidats. D'ailleurs, on a com-

mencé à véritablement exister dans le débat quand on s'est regroupé en plateforme. Mais, il faudra que l'on désigne un nom le plus tard possible pour qu'il ne devienne pas l'homme à abattre ». Attention, prévient Trésor Kibangula, ancien journaliste à Jeune Afrique, analyste politique d'origine congolaise à Ebuteli, l'Institut Congolais de Recherches. « Cette fois-ci, il faut éviter les erreurs du passé et que cet accord tienne jusqu'au bout du processus », explique-t-il. Cette plateforme de l'opposition, elle a vu le jour au printemps quand l'un des candidats malheureux de la précédente présidentielle, Martin Fayulu Madidi, l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi Chapwe, l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo et Delly Sesanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu s'étaient retrouvés en avril à Lubumbashi, dans le Haut Katanga, pour un premier échange. Depuis, les candidats sont restés en lien grâce à un groupe WhatsApp sur lequel ils ont rapidement invité le Prix Nobel de la paix, novice en politique, le Dr Denis Mukwege, avant même l'annonce de sa candidature. Ce sont donc ces mêmes candidats qui vont désormais se retrouver pour envisager la suite du

processus. Rendez-vous donné dès le 13 novembre à Pretoria, dans un lieu sécurisé et pour l'instant tenu secret.

« On n'a pas voulu faire ça autre part que sur le continent, justifie un ténor de l'opposition. On a aussi décidé de laisser les voisins directs tranquilles ».

Dans la capitale sud-africaine, qui fut aussi la ville où aurait dû se tenir Genève I mais très vite écartée à la suite de problèmes de financement, finalement réglés par des miniers qui imposèrent Genève, ce sont d'abord des délégués qui vont échanger. L'objectif ? Poser le cadre des négociations.

Chaque candidat a été invité à envoyer deux représentants par l'ONG In Transformation Initiative (ITI). Olivier Kamitatu Etsu et Hervé Diakiese représenteront Moïse Katumbi Chapwe ; Jean Félix Senga et Devos Kitoko parleront pour Martin Fayulu Madidi ; Augustin Matata Ponyo Mapon sera représenté par ses émissaires Franklin Tshiamala et Cédrick Tombola.

Si les choses avancent comme chacun l'espère, les candidats entreront alors en scène pour une réunion le week-end du 18 novembre, à la veille du début officiel de la campagne électorale. Seront aussi présents en Afrique du Sud,

des observateurs de la vie politique congolaise et notamment l'organisation de la société civile La Lucha dont certains membres ne cachent pas leur opposition face à la gouvernance actuelle. « Ces enjeux obligent ces figures de l'opposition », avoue l'un des militants.

Une candidature commune qui ne va pourtant pas de soi. « Ça ne va pas être évident d'arriver à un accord, prévient un expert. Il y a de la méfiance, voire de la défiance entre ces candidats. Et puis, pour certains, la volonté de concourir risque d'être plus forte que le reste ».

Un des candidats confirme que le but est avant tout de discuter, et pas forcément de se mettre d'accord, ajoutant que chacun pense être le mieux placé pour l'emporter. Il y a aussi le risque qu'un candidat vienne pour ne pas donner l'impression de faire cavalier seul, alors qu'il compte rester dans la course coûte que coûte. La question de la stratégie de Martin Fayulu Madidi, qui revendique toujours la victoire à la dernière présidentielle, revient également dans les discussions. « Il veut sa revanche de 2018. Il semble le plus décidé à y aller, confie un participant à la réunion. On voit mal comment il pourrait renoncer. Ce Fayulu qui

avait publiquement déclaré que tous les candidats président étaient des voleurs sauf Mukwege mais qui ne pouvait en aucun cas le concurrencer en matière de politique ?

Sauf qu'avec son retrait du processus et son retour surprise dans le processus et donc sans députés, il a un peu mis du plomb dans l'aile de la plateforme. Certes, rien n'est toujours très clair avec lui. Nul ne voit où il va. Quant à Moïse Katumbi Chapwe, empêché jusqu'ici d'être candidat, c'est une occasion de mesurer son véritable poids électoral. L'arrivée de Mukwege, nouveau venu en politique, change la donne.

Alors que Matata Ponyo Mapon et Delly Sesanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu pourraient, sur le papier, incarner une nouvelle voie sans savoir quel espace chacun d'eux pourrait mobiliser. Matata vient de la province la moins peuplée du pays, le Maniema, et ses premiers déplacements dans le pays ont fait flop outre le flot de dossiers judiciaires qui l'accompagnent et le discréditent.

Quant à Delly Sesanga Hipungu, il n'est pas sûr qu'il arrive à mobiliser le centre du pays dont il est originaire et qui est largement acquis au président sortant. Pour Trésor Kibangula, la candidature unique, n'est pas indispensable, mais une position commune est souhaitable : « Je pense que le défi de ce camp aujourd'hui contre Félix Tshisekedi, ce sera de parvenir à recréer une nouvelle dynamique autour d'au moins une ou deux candidatures. Certains candidats doivent accepter de s'aligner ».

Et Delly Sesanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu et Matata Ponyo Mapon de renchérir : « Cette candidature, on en a besoin surtout pour éviter la triche ». Leur logique : avec moins de candidats, il y aurait moins de dispersion de voix, ce qui compliquerait les tripotouillages électoraux. Cette

alliance s'arrêtera-t-elle à ces cinq personnalités ? C'est aussi la question à laquelle vont devoir répondre les émissaires cette semaine en Afrique du Sud. D'autres candidats pourraient prendre le train en marche. Dans l'entourage de l'ancien militant de la société civile Floribert Anzuluni et du jeune homme d'affaires Seth Kikuni Masudi, on regrette que l'invitation de l'ITI n'ait pas été plus large. « En fait, il y a des divisions entre les candidats, certains sont pour une ouverture de la plateforme, d'autres non. On verra ce qui va en ressortir », précise un proche de Floribert Anzuluni.

Des discussions que suivra bien sûr de près le pouvoir en place. « Leur seule chance contre nous, c'est d'arriver à s'unir. Car au moins, ils pourront exister », confie un proche conseiller du président Tshisekedi. « Le pouvoir a donc tout à gagner d'une dispersion de l'opposition, poursuit Kibangula, d'autant plus que Félix Tshisekedi a, lui, réussi à garder des soutiens. Les Vice-Premiers ministres Jean-Pierre Bemba Gombo et Vital Kamerhe Lwa Kanyinyi Nkingi, le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso N'Kondia Mpwanga, celui du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, ou encore Christophe Lutundula Apala Pen' Apala, l'un des anciens lieutenants de Moïse Katumbi Chapwe, actuellement Vice-premier ministre en charge des Affaires étrangères. « Si jamais une dynamique se met en place à Pretoria, le pouvoir devra revoir sa stratégie ». Reste la question : après Genève qui avait fait un flop, la ville sud-africaine de Pretoria saura-t-elle tenir ? Même si rien n'est impossible en politique, ce qui n'a su produire hier peut-il produire aujourd'hui ? Reconnu désormais comme congolais, Moïse Katumbi saura-t-il encore passer la main ?

LE SOFT, RFI ■

La France à Kinshasa ça change de Macron

La France est focus sur le départ des troupes de la Monusco du Congo, a rassuré vendredi 10 novembre, à Kinshasa, un diplomate français reçu par le président congolais Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

« La France, qui souhaite que ce désengagement soit une réussite, travaille en tant que plume du projet de résolution qui sera examiné au Conseil de sécurité de l'ONU en décembre prochain », a déclaré le chef de la délégation française, Christophe Bigot qui est Directeur Afrique et Océan indien au ministère français des Affaires étrangères. Ce diplomate a précisé que la rencontre avec le Chef de l'État congolais a porté sur l'aide au développement, le départ de la Monusco et l'insécurité à l'Est. Selon lui, le président Emmanuel Macron est très engagé sur le sujet, « pour faire en sorte que la violence retombe et que la souveraineté de la RDC soit pleinement exercée à l'intérieur du pays ». Sur l'aide au développement, il a eu ces mots : « nous avons évoqué l'effort considérable qui est mené à bien ici par l'Agence Française de Développement pour développer des projets dans les secteurs de l'eau, l'agriculture, la santé et l'enseignement supérieur, avec une attention particulière à la jeunesse ».

Il y a deux semaines, le Président de la République avait reçu en audience dans la Capitale une délégation des parlementaires français conduits par le leader de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, arrivé le 24 octobre, à Kinshasa. Jean-Luc Mélenchon avait fait part de sa démarche parlementaire visant à pousser le gouvernement Macron à condamner et à infliger des sanctions au Rwanda, pour son soutien au M23.

S'il connaît une mauvaise passe en France, le leader de la France Insoumise qui était à sa deuxième sur le continent en moins d'un mois, après le Maroc, avait placé ce déplacement sous le signe du soutien aux autorités congolaises face aux « visées expansionnistes » du Rwanda. « Les Européens, qui



Jean-Louis Mélenchon reçu à Kinshasa par le Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. DR.

ont souvent l'habitude de donner des conseils aux autres, doivent faire preuve d'humilité devant un monde aussi neuf en dynamisme, tandis que nous, la vieille Europe, sommes un peu plus lents à comprendre », avait déclaré l'« insoumis » à son arrivée sur le sol congolais. Pas de conseils, donc, mais quelques certitudes, que Jean-Luc Mélenchon a répétées sous les marbres blanc et rose de la salle des banquets de l'Assemblée nationale, aussi chaleureuse qu'un hall de gare.

Il s'y était exprimé en fin d'après-midi devant une vingtaine de députés triés sur le volet, membres du bureau de l'Assemblée ou présidents de commissions parlementaires. « L'Afrique n'est pas inscrite dans le futur de l'humanité, elle est le futur, vous êtes le futur », avait-il clamé en appuyant sa démonstration sur la jeunesse de la population et la force du nombre. S'il n'avait pas critiqué nommément le président de la République française, Emmanuel Macron, comme le veut l'usage pour une personnalité politique française à l'étranger, mais c'est bien à lui que Jean-Luc Mélenchon avait fait référence quand il a répété ne pas vouloir « donner des conseils ». Lors de son passage à Kinshasa, le 4 mars, dans le cadre d'une tournée en Afrique centrale, Emmanuel Macron avait froissé son auditoire sur un sujet explosif : la responsabilité du Rwanda dans la permanence de la crise dans l'est du Congo

depuis trente ans. Alors que le groupe d'experts des Nations unies dénonçait en 2022 l'implication de l'armée rwandaise sur le sol congolais, le président français avait suggéré au président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, présent à ses côtés lors de la conférence de presse médiatisée, de se remettre en question.

MÉLENCHON SORT « LES MOTS QUI FÂCHENT ».

« Depuis 1994 (date du génocide des Tutsis au Rwanda, qui allait ensuite déstabiliser toute la RDC et l'est du pays en particulier, ndlr), vous n'avez pas été capables de restaurer la souveraineté (de votre pays). Il ne faut pas chercher des responsabilités à l'extérieur », avait-il déclaré. Évitant de nommer le Rwanda, redevenu un allié français dans la région, Macron avait invité

Kinshasa à faire en sorte que les responsables congolais d'atrocités soient traduits devant la justice. Rien de tel avec le coprésident de l'Institut La Boétie (un think tank affilié à La France Insoumise), alors que les violences dans l'est du Congo connaissent un nouveau pic d'intensité ces derniers jours. « J'ai voulu réaffirmer la fraternité qui est la nôtre à l'égard du peuple congolais, dans un moment où nous savons qu'il rencontre une difficulté qui est totalement importée et dans laquelle il n'a aucune responsabilité, puisque pour sa part, il a respecté tous les engagements de cessez-le-feu », a dit Jean-Luc Mélenchon au sortir d'une heure d'entretien avec le président Tshisekedi. Peu auparavant, en effet, le média congolais Radio Okapi avait fait état de « tirs à l'arme lourde »

aux environs de Goma, la capitale du Nord-Kivu, par les Forces armées de RDC (FARDC) sur les rebelles du Mouvement du 23-Mars (M23), soutenus par Kigali. Jean-Luc Mélenchon a remporté un certain succès auprès des députés en leur rappelant que les élus de La France insoumise (LFI) sont depuis juillet « signataires d'une proposition (de résolution) devant le Parlement français qui condamne les intrusions et les exactions faites par le Rwanda sur le territoire du Congo ».

Le leader de la gauche française a dénoncé « la reprise des activités militaires d'agression au moment où la RDC organise ses élections ». Des scrutins présidentiel, régionaux et législatifs doivent se tenir le 20 décembre. « J'attends que la condamnation de la France, par la résolution que présentent mes col-

lègues, fasse ressaisir le Rwanda. Le plus grand pays francophone du monde (la RDC, forte de 100 millions d'habitants) aspire à la paix et à organiser ses élections comme il l'entend », a-t-il dit. Selon Jean-Luc Mélenchon, le Rwanda a clairement affiché son intention de déranger la tenue de ces élections.

« On voit bien que c'est une volonté délibérée de perturber le mécanisme du fonctionnement de la démocratie, et ce n'est qu'une manière de prolonger la remise en cause de sa souveraineté, parce que la souveraineté d'une nation s'exprime par les élections ». Un développement qui fait dire à un diplomate européen qu'« il est sur la même ligne que le président congolais ». « C'est sûr, ça change de Macron », lâche un député présent également lors du dernier voyage présidentiel. Jean-Luc Mélenchon avait eu l'occasion de répéter ces propos lors d'un échange avec des étudiants de l'Université de Kinshasa, Unikin, à l'invitation de laquelle il avait effectué ce déplacement. Il y a présenté son dernier livre, Faites mieux ! Vers la Révolution citoyenne.

« Mais sans ingérence dans la politique congolaise », avait-il affirmé. Une partie de sa délégation, composée notamment de trois députés LFI - Carlos Martens Bilongo (originaire du Congo), Nadège Abomangoli (originaire du Congo-Brazzaville) et Arnaud Le Gall (membre de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale) - s'était rendue à Goma.

avec AGENCES ■

L'Union Européenne déploie ses observateurs

L'Union Européenne, UE, a déployé ses observateurs électoraux au Congo. Quarante-deux observateurs de sa Mission d'Observation vont être sur le terrain dès lundi 13 novembre sur l'ensemble du territoire congolais. « Nos échanges (avec le président de la CENI, la Commission électorale nationale indépendante, Denis Kadima Kazadi)

ont tourné autour de la Mission d'Observation de l'UE », a déclaré Stéphane Mondon, député et chef de la Mission d'Observation Électorale après être reçu par le président de la CENI. La mission « s'étendra sur le territoire de la République démocratique du Congo pour faire une observation jusqu'au mois de janvier 2024 », a-t-il poursuivi. « C'est en somme une mission

qui se concentre sur le processus électoral de 2023, qui va donc s'étaler sur quelques mois pour suivre la totalité du processus électoral, dans le cadre d'une invitation qu'on a reçue des autorités congolaises », a-t-il précisé. Cette mission couvrira la campagne électorale, les opérations de la CENI en plus du processus du contentieux électoral. L'équipe cadre de cette MOE-UE

comprend 13 experts électoraux et 42 observateurs de long terme. Il est aussi prévu que 12 observateurs de court terme soient déployés à l'approche du jour du scrutin, a-t-on fait savoir. Soulignons que selon un document qui circule sur Internet, l'UE a passé un accord avec Brazzaville pour l'évacuation de ses ressortissants en cas de troubles post-électoraux en RDC.

Hier, aujourd'hui, demain, je l'ai choisi

par Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Ils sont vingt-six. Vingt-six à ces scrutins à prendre la course de la Présidentielle. Ni la CENI, la Commission Électorale Nationale Indépendante contestée comme jamais, traînée dans la boue, diabolisée, ni la Haute Cour, la Cour Constitutionnelle contestée comme jamais, traînée dans la boue, diabolisée, n'en a exclu un seul. Avaient-elles été piégées et s'en sont-elles finalement bien tirées ?

En tout cas, tous ces candidats sont sur la ligne de départ. Qui désormais contestera l'esprit d'ouverture qui marque le «Pouvoir Tshisekedi»? Hier en première ligne de la contestation - et de la CENI et de la Haute Cour - l'Église catholique et les Katumbistes n'ont désormais que louange à la bouche. Quand des pays cités comme exemple parfait de démocratie invalident avec brutalité des adversaires politiques, le Congo au cœur du Continent est poussé à les accepter tous quitte à énerver les lois sous prétexte d'inclusivité. La recette qui marche? Aller frapper à la porte d'une chancellerie occidentale pour que celle-ci donne l'alerte planétaire. Même si pour 500 mandats aux Législatives nationales, le pays a enregistré 25.000 candidats, ce nombre de vingt-cinq à la ligne de départ pour la présidentielle interloque.

POURQUOI SONT-ILS TANT À SE LANCER ? Qu'est-ce qui explique qu'un jeune homme d'affaires Seth Kikuni Masudi se remette dans le jeu après avoir échoué lamentablement à la précédente élection en 2018, lui qui manifestement ne fait pas de politique



Le Président Candidat n°20 Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.DR.

active, ne dispose ni d'un outil politique, ni d'un candidat député, n'a adhéré à aucun parti politique, à considérer tout au moins ce que l'on sait? Lui qui hier a dit non, oui, non ! A-t-il été à ce point déçu ? Mais par qui ? Qu'est-ce qui explique qu'une brillante dame Marie-Josée Ifoku Muta Mpunga se remette dans le jeu, elle qui en 2018 a lamentablement échoué ? Elle qui hier a dit non, oui, non ! C'est quoi cette histoire ? A-t-elle été à ce point déçue ? Mais par qui ? Qu'est-ce qui explique qu'un percutant individu comme Noël Kabamba Tshiani Muadianvita, autre candidat malheureux de 2018, se remette dans le jeu en 2023 ? Lui qui hier a dit non, oui, non ! Incroyable ! A-t-il été à ce point déçu ? Qu'est-ce qui explique que Radjabho Tebabho Soborabo inconnu dans le pays, dont la parole n'a jamais été entendue nulle part et le visage jamais vu à l'échelle nationale, autre candidat malheureux de 2018, se remette en course en 2023 ? Lui qui hier a dit non, oui, non ! A-t-il été à ce point déçu ? Qu'est-ce qui explique qu'un avocat Theodore Ngoy Ilunga Wa Nsenga, can-

didat malheureux en 2018, se remette en 2023 dans la course? Certes, pendant cinq ans, le pasteur a laissé son effigie de candidat en l'air devant sa résidence, à côté du cimetière de la Gombe. Un message subliminal ? Qu'est-ce qui explique qu'un ancien Premier ministre Adolphe Muzito Fumutshi hier bras droit de Martin Fayulu Madidi dont il chantait le sang qui coulerait dans ses veines, le même que le sien, et qu'il a transporté dans le Grand Bandundu expliquant que le sang de son filleul est celui de tout le Bandundu, se sépare de lui, le traîne désormais systématiquement dans la boue et qu'il se jette désormais lui-même dans la bataille ? Qu'est-ce qui explique que deux anciens gouverneurs de l'Équateur Tony Bolamba et Jean-Claude Baende Etafe Eliko inconnus à l'échelle nationale qui, hier avaient dit non, oui, se jettent dans la course pour la présidentielle ? Comme expliquer que des plus ou moins inconnus et des parfaits inconnus (Delly Sesanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, Franck Diongo Shamba, Constant Mutamba Lukusa, Georges Buse Falay,

Joëlle Bile, Enoch Ngila, André Masalu, Patrice Mwamba, Abraham Ngalasi, Nkema Liloo Bokonzi, Rex Kazadi, Justin Mudékereza) prennent la course? Qu'est-ce qui explique qu'un ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon au centre de nombre de scandales de détournements des centaines de millions de \$US, poursuivi par la justice, postule à la présidentielle quand il a annoncé qu'il quittait le pays pour « des raisons de santé » ? Comment comprendre qu'un médecin de brousse, un gynécologue, prédicateur dans une église, Denis Mukwege - «le réparateur des femmes» - se lance brusquement en politique au retour d'une rencontre à Washington, à la Maison Blanche, et qu'il quitte un métier qui l'a fait exister ? Certes, pour une personne prenant part à une compétition électorale, se porter candidat est un moment pour se faire connaître, se faire mettre en évidence, faire la promotion de ses idées, faire rêver ses compatriotes. Reste que le chiffre de vingt-cinq est effarant. Est-ce parce que face à la pauvreté, face à la misère, face à l'absence d'entreprises

de production dans le pays, la politique apparaît comme «le plus grand employeur» qui assure quelques lendemains au point qu'elle fait tant courir ? Finalement que cherchent-ils ? S'amusent-ils mais en jouant autant avec de l'argent ? Ont-ils des calculs ? Cherchent-ils à berner les Congolais ? Sauf qu'en face, ils ont un homme né dans le combat, connaît les combats.

HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN.

Face à un tel désordre, il faut choisir et savoir choisir pour le Congo. Hier, quand personne publiquement ne lui donnait la moindre petite chance parce qu'il n'avait pas les millions de \$US à distribuer, ni de jet privé à faire décoller pour ses déplacements, moi, j'ai fait mon choix : Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, cet homme qui avait l'ancrage en interne. Pour la petite histoire, jamais je n'oublierai ce jour où lors d'un petit déjeuner dans l'un des palais de la ville, un ancien Vice-président de la République proche et resté proche de l'ancien pouvoir, abandonne sa table, avance vers moi avec cette question à la bouche posée comme un pénitent, un homme qui a péché et va dans un confessionnal se confier à un prêtre : «Dis-moi, Professeur. Comment as-tu pu savoir que le futur Président de ce pays serait Félix Tshisekedi ? » Si d'aucuns me prêtent quelques pouvoirs dans le domaine de la prophétie, j'y vois une autre réponse : il n'existe personne ni devant moi, ni derrière moi pour peser sur moi. Cette capacité de faire des annonces que ceux qui me fréquentent reconnaissent et

témoignent, il faut certainement la rechercher dans une capacité d'analyse millimétrée, sereine, guidée ni par quelqu'un, ni par aucun intérêt. Aujourd'hui, ce choix Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo fait hier tient. Le pays tient en dépit de ce qui nous arrive dans notre Est si riche, si convoité qui avait certainement conduit les grandes puissances planétaires réunies à la Conférence de Berlin, à nommer notre Congo «État Indépendant», y érigeant un marché planétaire ouvert dont la garde fut confiée à un homme qui leur apparut comme le moins dangereux de tous car le plus faible: le roi des Belges Léopold II. Demain, ce choix d'hier, ce choix d'aujourd'hui Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo reste le même. Il est intact. En cinq ans, la gouvernance de notre pays n'a pas été sans reproche. Reste que sur les vingt-six candidats de 2023, le Congo ne mérite ni un homme - Martin Fayulu Madidi - fabriqué à Genève (par les mêmes puissances étrangères aujourd'hui à la recherche d'un autre), abandonné par tous ses mentors (Freddy Matungulu reparti au FMI par Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo après un passage à la BAD par Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Jean-Pierre Bemba Gombo désormais Vice-Premier ministre, Antipas Mbusa Nyamwisi aujourd'hui ministre d'État, Moïse Katumbi Chapwe qui l'a quitté tout comme Adolphe Muzitu) ; le Congo ne mérite ni Moïse Katumbi Chapwe apparu au Congo par ses affaires minières mais qui n'existe que par la communication où il investit sans fin, où il distribue des millions de \$US; le Congo ne mérite ni Denis Mukwege

porté par un prix Nobel de la paix pour «la réparation des femmes» mais qui le place loin de la politique. Ses premières apparitions en public en disent long. À l'Ouest, dans le Kwilu, province Swing State, un candidat député soulève plus que ce gynécologue au point d'avoir évité de s'arrêter à la cité de Masimanimba, le long de la nationale N°1 où il avait formellement annoncé un grand meeting sur les réseaux sociaux, après Kikwit où nul non plus ne l'a vu arriver hormis des curés. Quant à Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, il dispose d'une machine ; une machine implantée ; une machine rodée. L'UDPS, son parti politique mais aussi une kyrielle de partis et de regroupements politiques qui se sont constitués dans l'élan de la mise en place de l'Union Sacrée de la Nation. Hier, comme aujourd'hui, comme demain, sauf si les chancelleries occidentales en décident autrement et déversent des millions de \$US - ce qui n'est pas évident - pas un candidat ne sera à même de battre dans l'urne Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Faut-il cependant craindre cet extérieur? Bien sûr. Sauf que face à la détermination d'un pays, face à la vigilance d'un peuple, face à la volonté de résistance qui marque ce pays et ce peuple, l'interventionnisme extérieur ne saura rien imposer dans un monde de plus en plus multipolaire, où l'Occident perd pied de plus en plus. Aux Congolais de veiller et de défendre leurs intérêts, non de veiller et de défendre les intérêts des Occidentaux. Hier, aujourd'hui, demain 20 décembre 2023, j'ai choisi Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

KKMRY

Ce décembre 2018 quand le choix fut fait



Lundi 3 décembre 2018, peu avant le lancement de la campagne CACH, Tryphon Kin-kiey Mulumba accueilli, ovationné, signe au siège de l'UDPS. DR.

Ce mois de décembre 2018, le Congo a vécu un grand événement que l'Histoire retiendra demain et quand d'aucuns me firent passer pour un fou: le retrait de ma candidature à la Présidence suivie du ralliement à la Candidature n° 20 Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à qui personne ne donnait la moindre petite chance de victoire. Pourtant ! Ci-après, du texte qui raconte cette histoire.

Au micro de la radio Top Congo ce samedi à Kinshasa, l'ancien ministre et proche de Kabila, Tryphon Kin-kiey s'est expliqué sur les raisons de son ralliement à Félix Tshisekedi. « Les foules qui courent derrière le couple Cach le font parce qu'ils croient en Félix Tshisekedi et à Vital Kamerhe », a-t-il confié, annonçant l'élaboration d'un projet de gouvernement commun avec les deux autres leaders de cette coalition. Kin-kiey affirme que la coalition Cach va gagner la Présidence. Il fustige la candidature de Martin Fayulu. Pour lui, le candidat de la coalition Lamuka ne souhaite pas prendre part au prochain scrutin. « Martin Fayulu ne



Samedi 8 décembre 2018, l'annonce sur Top Congo face à Lusakweno et son team. DR.

veut pas être élu ; (il ne peut pas être élu) ; l'appuyer serait croire dans des mensonges», fait remarquer. « J'ai été contacté avant, pendant et après Genève mais par quel miracle Martin Fayulu va gagner quand il demande aux électeurs de ne pas voter », s'est-il interrogé. « J'ai posé des questions à mon frère [Fayulu] sur son projet de transition de deux ans (parce qu'il s'est engagé, s'il est élu Président à n'être Président que pendant deux ans). Il m'a répondu, « je ne suis pas gourmand » (...) Mon frère n'a pas su non

plus me répondre sur l'utilisation de la machine à voter (qu'il condamne)», a-t-il enfoncé. Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba avait surpris plus d'un en annonçant sa candidature à la Présidence en août dernier. Le 3 décembre, cet ancien ministre a encore étonné le pays en intégrant la coalition Cap pour le Changement, annonçant le retrait de sa candidature au profit de celle de Félix Tshisekedi. « Ballotté entre le Cœur et la Raison, j'ai fait, ce lundi soir 3 décembre 2018 à Kinshasa au siège de l'UDPS de Papa

Tshisekedi dont je fus le porte-parole à l'Alliance pour la Sauvegarde du Dialogue Inter-congolais, le choix de la Raison a prévalu », avait-il écrit plutôt sur son compte Twitter kkmtry. En septembre dernier, dans une interview sur POLITICO. CD, Kin-kiey avait affirmé vouloir « continuer l'œuvre de Kabila », disant partager des « valeurs » avec le candidat de la coalition au pouvoir, Emmanuel Shadary (que personne alors ne soupçonnait qu'il serait désigné par Kabila pour lui succéder) et n'avoir rien en commun avec l'opposi-

tion.

LA RÉDACTION ■
8 décembre 2018
à 17:53
<https://www.politico.cd>

Le candidat président, Tryphon Kin-kiey Mulumba a, ce samedi 8 décembre au cours de l'émission Top Presse sur la radio Top Congo, expliqué les raisons qui l'ont poussé à se rallier à la coalition Cap pour le Changement, Cach, et non à la coalition Lamuka. Il affirme que le tandem Kamerhe-Tshisekedi représentait, pour lui, « une offre politique » et son ralliement à Cach est un « choix de la raison ».

« À Genève, il s'agissait d'un frère. À Nairobi, il s'agissait d'une offre politique. Entre le cœur et la raison, que choisir? J'ai finalement choisi la raison. Tout simplement parce que, d'un côté, vous avez une offre politique, vous avez de vraies bêtes de scène. Je pense à Vital Kamerhe, un vrai animal politique qui mobilise l'Est du pays. Au centre, on a un vrai animal politique, Félix Tshisekedi », a-t-il déclaré. S'agissant de Lamuka, Kin-kiey Mulumba estime que le candidat de Lamuka développe « un discours incompréhensible » sur le processus électoral et qu'il serait une marionnette portée par « les calculateurs politiques » et « les haineux » qui veulent « lui faire jouer un mauvais rôle ». « Martin Fayulu développe un discours que je n'arrive pas à comprendre et que les Congolais n'arrivent pas à comprendre. Il dit le 23 décembre, il sera le président de la République mais en même temps, il demande aux Congolais de ne pas aller voter ce jour-là. Je me dis s'ils ne votent pas ce jour-là, s'ils utilisent un bulletin qui sera déclaré nul, donc ce vote-là ne sera pas comptabilisé. Par quel miracle, Fayulu deviendra Président? », a-t-il

précisé. Pour rappel, Kin-kiey s'est désisté en faveur de Félix Tshisekedi pour la présidentielle du 23 décembre. **MERVEIL MOLO** ■ stagiaire, samedi 8 décembre 2018 - 21:54 <https://7sur7.cd>

Tryphon Kin-kiey Mulumba a été présenté ce lundi 3 décembre, au siège de l'UDPS, Union pour la Démocratie et le Progrès Social, à Kinshasa, comme allié du ticket Vital Kamerhe-Félix Tshisekedi. Originaire de Masi-Manimba, Kwilu, Kin-kiey, candidat indépendant à la présidentielle du 23 décembre, a laissé planer le doute le week-end dernier sur son ralliement qui a été finalement officialisé à Limete. « Avec le ralliement de Kin-kiey Mulumba avec les provinces de l'ex-Équateur et de l'ex-Bandundu, nous avons réuni la RDC. Moi, je suis de l'Est du pays, Félix Tshisekedi est du Centre. La victoire est certaine », a dit Vital Kamerhe lors de la cérémonie organisée à cet effet. Charles Bofassa Djema, Laurent Batumona Nkhandi Kham et d'autres personnalités politiques ont été également présentés. **CHRISTINE TSHIBUYI** ■ <https://actualite.cd> Lundi 3 décembre 2018 - 19:34.

Sa première rencontre avec Le Soft ou comment nous l'avons découvert

Le Soft International a retrouvé la première trace de Félix Tshisekedi dans ses colonnes. Sa première interview accordée à notre journal. Le jeune colosse était alors, depuis un an déjà, l'adjoint du Dr. François Mpuila Tshipamba Tshidibi - le même ! - à la tête de la fédération UDPS-Bénélux. Esprit déjà bien trempé, il était à peine connu de ses compatriotes que déjà notre journal l'avait remarqué. L'article de notre collaborateur Reddy Mununu fut mis en ligne le 5 juin 2005. Le journal qui ne s'appelait alors que «Le Soft» - pas plus - était le premier du pays et certainement d'Afrique Centrale, à avoir découvert la Toile à s'y être placé... Relisez sans modération.

Seul le timbre de sa voix le différencie des modulations martelées avec accent de son père biologique Étienne. Pour le reste, Félix est le parfait sosie de son géniteur de Tshisekedi. Il a tout de lui. De sa taille de colosse, près de 1 m 90, alourdi par un embonpoint plus que naissant au rictus de ses lèvres jusqu'à son regard glacial et distant. Rien ne laisse douter un seul instant que ce jeune homme de 42 ans est bien le fils de son père. Le troisième d'une lignée de six garçons que Tshisekedi a eus avec Marthe.

DISCUSSIONS ORAGEUSES.

De tous, Félix est le seul à faire la politique active. Depuis l'année dernière, il est l'adjoint du Dr François Mpuila Tshipamba Tshidibi - le même ! - à la tête de la fédération UDPS-Bénélux. À Kinshasa, le grand public a découvert son visage... sur le plateau d'une chaîne



Félix est le parfait sosie de son géniteur de Tshisekedi. Le fils a tout de son père. DR.

de télévision privée. Depuis, il crève l'écran et multiplie les sorties publiques. Pas une manifestation du parti tshisekediste ne se déroule sans qu'il y montre sa silhouette de déménageur. Il ne tarit pas de déclarations. Il en fait

même plus au point que certains milieux le voient désormais pour le porte-parole de l'UDPS, si pas le dauphin d'un Tshisekedi dont l'âge, 73 ans, décrit une courbe descendante de fin de carrière. «Chacun interprétera cela comme il

veut et comme il l'entend. J'ai fait mes classes à l'UDPS. J'ai commencé à la cellule. J'ai appris comment battre campagne et comment se faire apprécier par des amis. Voilà ! Je suis vice-président d'une fédération. Je ne suis pas un gars

qu'on peut considérer comme un fils à papa. Je n'accepterai jamais que mon père m'impose un poste de responsabilité. Ce n'est pas démocratie», s'est défendu le fils Tshisekedi au «Soft». Ses classes d'homme politique, il les a

faites loin de son père. À Bruxelles. Il n'a pas partagé moins les tribulations des débuts de la vie d'opposant d'ancien élu de Kabeya Kamwanga dans le Kasai Oriental... À l'aube d'un jour de novembre 1983, alors qu'il rentre d'une tournée nocturne avec un de ses frères, il trouve la résidence de son père, rue Pé-tunias, Limeté, assiégée par des éléments de l'ex-DSP, Division Spéciale Présidentielle. Le jeune Félix, sorti deux années plus tôt du Collège Boboto, détenteur d'un diplôme d'État des humanités littéraires, est terriblement déchiré de voir son père faire ses bagages avec des militaires à ses basques. Lui aussi fait autant. Comme toute la famille. Contrainte d'accompagner le père en relégation dans son village natal à Mupompa. «J'ai eu les larmes aux yeux. Mon père nous a expliqué que c'est son combat et nous a demandé de prendre courage. Ce n'était pas facile parce que cela perturbait notre scolarité», se rappelle Félix. La vie en relégation était des plus pires. Pas de visite. Pas de sortie. Pas de télé dans une bourgade sans électricité ni eau. Pour les soins de santé, les Tshisekedi devaient s'en référer au gouverneur de région (aujourd'hui gouverneur de province), quitte à ce que celui-ci transmette le message à Kinshasa pour dépêcher un médecin. «J'ai eu un mal de dent atroce que j'ai dû faire soigner traditionnellement», se souvient le fils de l'opposant. Devant le drame de ses enfants, Tshisekedi dut se résoudre à les mettre à l'abri. En exil... Avec la complicité des amis, Félix et ses frères sont exfiltrés, en 1984, de Kabeya Kamwanga à Bruxelles via Brazzaville. La renommée de la lutte de son père leur permet d'obtenir aussitôt le statut

de réfugié politique auquel il n'a renoncé que récemment pour venir se mouiller la chemise à Kinshasa. C'est dans la capitale belge qu'il a rencontré son épouse, une Shie née à Bukavu, qui lui a donné cinq enfants. S'il est ouvert, Félix entretient un grand mystère sur sa compagne. Il se refuse même à livrer son nom. Tout ce qu'il en dit, ce que c'est «une très belle, alors une très belle femme». On a beau insister mais difficile de faire cracher le morceau à ce gradué en... Il est plus disert sur la vie de famille des Tshisekedi. Il y règne un climat de parole libre. «Nous discutons souvent de manière orageuse», affirme-t-il. Les prises de position de Tshisekedi père et ses méthodes font aussi partie du menu des débats. Félix a toujours trouvé à redire là-dessus même si le chef historique de l'opposition reste son « modèle politique ». « Quelquefois, je ne partage pas les méthodes de mon père. Mais, dans l'ensemble, je suis totalement d'accord avec lui », confesse-t-il. Félix éprouve un profond respect envers son père. Il en est même très admiratif. « Grâce à son combat, le peuple congolais est devenu maître de son destin », se flatte le vice-président de l'UDPS-Bénélux. Il a aussi de l'admiration pour Nzanga, le fils de l'autre... Mobutu. Sur sa première épiphanie à Kinshasa, il déclare être venu «fêter l'avènement de nouvelles institutions au 1er juillet prochain. Ce jour-là, moi et mes frères, nous serons dans la rue. D'ailleurs, ceux qui ont accédé au pouvoir par les armes n'étaient pas au-devant de leurs armées».

REDDY MONUNU ■ lessoftonline.net KINSHASA, PARIS, BRUXELLES. Le Soft International n°1458 | MERCREDI 19 JUIN 2019.

Le projet du nouvel aéroport international de Kinshasa en voie d'être dévoilé

Le projet du nouvel aéroport international de Kinshasa devant voir le jour dans deux ou trois ans va être dévoilé sous peu. C'est le Président de la République lui-même, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui va poser la «première pierre», selon un protocole spécial, de cet immense ouvrage que porte la firme turque Milvest, qui sera, à son achèvement, le premier aéroport du Continent par son immensité. Déjà par son coût. L'ouvrage et ses dépendances notamment l'hôtellerie et des malls vont requérir 1 milliard 200 millions de \$US quand on sait que l'ancien projet chinois, sur le même site et qui appartient désormais au passé, était estimé à 340 millions de \$US. Nul doute, l'ambition affichée est sans équivoque. Cet ouvrage donne le cap de ce que sera le deuxième mandat du Chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dont la campagne va être lancée en fin de semaine.

Milvest, filiale de Miller Holding, une entreprise familiale turque, installée au Congo depuis 2021, qui érige le Centre Financier de Kinshasa au cœur du quartier chic de la Capitale, à la Gombe, sous les auspices du ministère des Finances, qui livré le 2 décembre 2023, se présente désormais comme «le premier investisseur au Congo», a déclaré son CEO, Turhan Mildon, lors d'une visite qu'il a rendue vendredi 10 novembre au Président du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. L'homme d'affaires turc Turhan Mildon était venu vanter son projet auprès du Président du Conseil d'Administration, celui-ci étant l'organe



Les images vues de l'extérieur, de jour et de nuit, de ce que sera le nouvel aéroport international de Kinshasa. DR.



appelé, par les statuts, le règlement intérieur de la Société et l'Acte Uniforme de l'OHADA, « à jouer un rôle prépondérant dans la marche de la RVA-SA ». « La Société - en l'occurrence la Régie des Voies Aériennes-SA, entreprise du portefeuille de l'État - est administrée par un Conseil d'Administration » et ce devant ce Conseil d'Administration que doit passer un tel dossier.

GROSSE INTOX. Trois jours auparavant, le 7 novembre, une délégation de ce

Conseil s'est trouvée face à un groupe d'agents conduits par des délégués syndicaux à l'aéroport de N'Djili, lors d'une visite de routine d'inspection des infrastructures aéroportuaires du pays, programmée depuis plusieurs semaines. Brandissant des calicots, chantant «Félix, Papa alobaki, le Peuple d'abord», le slogan du parti présidentiel UDPS et des partis de la majorité au pouvoir, les agents manifestaient leur opposition au projet Milvest en ce qu'il entendait ren-

voyer au chômage tous les agents de la RVA-SA. Grosse surprise du Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba qui s'est adressé à eux, lors de trois rencontres, interrompant momentanément son programme de visite des installations. Une réunion a été organisée à la Nouvelle Tour de Contrôle pour échanger les informations avec une dizaine de délégués. Après cette réunion, les délégués syndicaux se sont rendus compte que le dossier Milvest venait d'être réception-

né par le Président du Conseil d'Administration qui avait entrepris de mettre en place une commission pour donner un avis conséquent. Le Professeur Kin-kiey a expliqué que comme conseiller de l'État Actionnaire Unique et propriétaire de la RVA-SA, il prendrait le temps de vérifier les allégations des agents mais qu'il ne doutait pas que le slogan «Félix, Papa alobaki, le Peuple d'abord», avait en l'espèce tout son sens. La visite de Turhan Mildon a été l'occa-

sion de disposer d'informations sur le projet Milvest. Au cours de cet échange, le CEO a été clair.

IL ASSURE. Le renvoi du personnel ? « En tant que Chairman et Responsable n°1 de Milvest, je peux vous assurer que depuis le démarrage des travaux jusqu'à la livraison de l'ouvrage, il n'y aura aucun licenciement du personnel de la RVA-SA qui devra néanmoins être mis à jour en vue de renforcer ses capacités par un programme de forma-

tion que nous allons déployer»». Turhan Mildon a insisté : «Cette rencontre était cruciale avec le Président du Conseil d'Administration pour éviter des incompréhensions dans le cadre du projet Milvest avec la RVA-SA. Quand on fait quelque chose d'aussi importante pour le pays, il ne faut pas qu'il y ait des gens pour croire qu'ils vont perdre quelque chose. C'est pour cela que j'ai tenu à rencontrer le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Kin-kiey Mulumba, et à lui expliquer tous les détails du projet de l'aéroport de N'Djili ». Puis : « Il me paraît très important de construire ce bel aéroport de N'Djili. Un étranger qui arrive dans un pays, la première chose que l'on remarque et qui reste dans la tête, c'est l'aéroport. Qui est la vitrine. Ce projet est en cohérence avec la vision du Président de la République, avec la vision de la RVA-SA, avec la vision de Milvest ». Autre fakenews? La gestion des redevances aéroportuaires. Pour ces agents, l'ensemble des recettes du nouvel aéroport irait à Milvest. Démenti du CEO. « Toutes les redevances perçues ne reviendront pas au seul Milvest. Le Gouvernement, la RVA-SA et toutes les autres parties prenantes, chacun aura sa part ». Au-delà de l'érection de cet aéroport, Milvest va œuvrer à sortir le Congo de la liste noire de l'Union Européenne et, du coup, de celle des États-Unis en vue de permettre à la flotte nationale de reprendre des vols longtemps interrompus. Un week-end de travail au Conseil d'Administration de la RVA-SA qui s'est poursuivi vendredi tard pour se clôturer samedi avec une rencontre avec le banc syndical qui recherchait les bonnes informations sur le projet Milvest.

D. DADEI ■

Dossier Matata rejoint



Extrait de rôle de la Haute Cour : «La Cour Constitutionnelle, siégeant en matière répressive, prononcera à son audience publique de ce lundi 13 novembre 2023 à 11 heures l'affaire ci-dessous : RP 002 : Ministère public C/Matata Ponyo Mapon Augustin, Grobler Christo Stephanus et Mutombo Nyembo Déogratias». La Cour Constitutionnelle va-t-elle rendre son verdict ce lundi 13 novembre 2023 ? Les heures qui viennent vont-elles être déterminantes pour un homme qui s'est déclaré Candidat Président de la République et dont la candidature a été validée à la Commission Électorale Nationale Indépendante comme à la Cour Constitutionnelle ? Si l'ex-Premier ministre est condamné par la Haute Cour, lui qui s'est moqué tant de la Justice, s'agissant d'un dossier de détournement de biens publics, Augustin Matata Ponyo Mapon sera automatiquement déchu de ses droits civiques et politiques. La Commission Électorale Nationale Indépendante le sortira de toutes ses listes, celles des électeurs comme celles des candidats Député ou Président. DR.

Si l'arrêt le condamne, Matata sera déchu de ses droits civiques et politiques

Il s'était dit malade voire très malade. Et il avait passé la frontière au vu et au su de

tout de le monde. Avec autorisation officielle pour se faire soigner ? Certainement. Mais au final, rien de tout cela ! Premier ministre sous Kabila (2012–2016, plus de quatre ans), Augustin Matata Ponyo Mapon qui fut aussi ministre des Finances sous Kabila (19 février 2010-18 avril 2012, plus de deux ans) sans cependant quitter ce poste dès lors que nommé Premier ministre, il s'était fait succéder à ses anciens bureaux par un ministre délégué près le Premier ministre, un homme qui fut l'un de ses conseillers au même ministère et qui s'est déclaré candidat à la Présidence de la République, a refait surface en pré-campagne électorale et continue à défier la justice en refusant de se présenter devant la Haute Cour, la Cour Constitutionnelle. Connait-il ce secteur mieux que quiconque ? Le 7 novembre 2023, la Cour Constitutionnelle a fixé au lundi 13 novembre 2023 l'affaire Matata Ponyo avec une audience publique, selon l'extrait de rôle du greffier en chef de la Cour Constitutionnelle, François Aundja Isia Wa Bosolo. «La Cour Constitutionnelle, siégeant en matière répressive, prononcera à son audience publique de ce lundi 13 novembre 2023 à 11 heures l'affaire ci-dessous : RP 002 : Ministère public C/Matata Ponyo Mapon Augustin, Grobler Christo Stephanus et Mutombo Nyembo Déogratias». «Prononcera à son audience publique...» ? La Cour va-t-elle rendre son verdict ce lundi 13 novembre 2023 ? L'extrait de rôle écrit : «prononcera à son audience publique...». Les heures qui viennent vont-elles être déterminantes pour un homme qui s'est déclaré Candidat Président de la République, dont la candidature a été validée à



Recherché par la justice, l'ex-PM Augustin Matata Ponyo Mapon a disparu, a réapparu en campagne électorale sans être inquiété. DR.

la fois à la Commission Électorale Nationale Indépendante qu'à la Cour Constitutionnelle ? Si l'ex-Premier ministre est condamné par la Cour Constitutionnelle, s'agissant d'une infraction de détournement de biens publics, Augustin Matata Ponyo Mapon sera automatiquement déchu de ses droits civiques et politiques. La CENI le sortira de toutes ses listes, celles des électeurs comme celles des candidats. L'ancien Premier ministre est poursuivi désormais dans deux affaires. La première avec l'ancien Gouverneur de la Banque Centrale Déogratias Mutombo Mwana Nyembo. Il est question de détournement d'une somme de 89 millions de \$US destinée à la construction du Marché International de Kinshasa. La deuxième est aussi une affaire de détournement cette fois avec l'homme d'affaires sud-africain Christo Gobler. Le dossier concerne 115.997.106 \$US destinés

au projet du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, dans les provinces du Kwango et du Kwilu. Dans ce dossier mis en lumière par un rapport accablant de l'Inspection Générale des Finances, IGF, l'ancien Premier ministre était poursuivi avec son alors ministre délégué aux Finances, Patrice Kitebi Kibol Nvul dont le nom a disparu du dossier sans que la justice ne fournisse aucune explication.

«SI ON NE VEUT PAS UN JOUR MOURIR D'UN AVC...». À son audience du 25 septembre, la cour avait accordé 21 jours au prévenu Matata pour se préparer à comparaître personnellement à l'audience du 16 octobre «quelle que soit sa condition de santé». À la dernière audience, le prévenu n'a pas donné suite à cette demande de la Cour mais ses avocats ont présenté un rapport médical d'un état de santé qui nécessitait une prise en charge à l'étranger. La Cour ne l'a pas

pris en compte ce rapport et a décidé de poursuivre Matata «par défaut» et a demandé à ses avocats de se retirer de la barre. Il s'agit maintenant de voir ce que la Cour Constitutionnelle va rendre comme arrêt. S'agit-il de rendre un arrêt avant dire droit ou d'un arrêt définitif ? Une plaidoirie dans cette affaire a-t-elle déjà eu lieu ? Si oui, l'ancien Premier ministre risque-t-il une condamnation par contumace dès lors qu'il aura fait défaut à la séance à laquelle les hauts juges l'attendaient ? Reste que la justice congolaise est trop imprévisible. Nul ne connaît son mode opératoire. Nul ne s'attend vraiment à rien, sauf une surprise. Un habitué des tribunaux «ne jamais croire à ces gens-là (...) pour qui les valeurs ne comptent pas ; pour qui seul l'argent compte ; pour qui contre des millions de \$US, ils se paient allègrement médias, avocats et juges». «Il faut recréer la justice si on ne veut pas un jour

mourir d'un AVC. C'est un monde d'hypocrites», poursuit-il l'homme. Certes, tous les observateurs se demandent comment l'ancien Premier ministre devenu sénateur avait pu invoquer une «maladie grave», était donc sorti du pays, est revenu au pays, sans être inquiété, après avoir longtemps voire trop longtemps séjourné, loin de Kinshasa, dans sa province du Maniema, pour éviter de tomber dans les filets de la justice et conduit sous bonne garde devant la justice. Et comment est-il revenu dans la Capitale si librement ? Est-ce la justice ou du théâtre ? À quoi finalement le pays et l'Histoire doivent s'attendre dans ce dossier ? Pourquoi et comment le Congo ne décolle pas ? Bukanga Lonzo, petite localité territoriale de l'une des provinces les plus pauvres du Congo, le Kwango, sur la nationale n°1, à quelques encablures de Kenge, sa capitale, sur la route de la grande agglomération humaine de l'ex-province

de Bandundu, Kikwit, traversant le plat territoire agricole de Masimanimba : c'est aussi l'un des dossiers noirs d'une Illème République faillie... À lire et à relire sans modération. Afin que rien ne nous échappe... Le Soft International n°1526 | MERCREDI 12 MAI 2021. Comment expliquer la révolte populaire silencieuse qui a lieu dans le pays et la crise d'Histoire dont l'un des épisodes les plus rocambolesques restera l'éviction du bureau Jeanine Mabunda (@JeanineMabunda) à la Chambre basse, celle du bureau Thambwe Mwamba à la Chambre haute, la chute du Gouvernement Ilunkamba, l'appui unanime de la Communauté internationale - les États-Unis en tête - venant en soutien à l'initiative présidentielle des Consultations annoncée le 13 octobre, ouverte le 2 novembre, conclue le dimanche 6 décembre 2020 et la nomination du Gouverneur des

(suite en page 10).

La justice congolaise est imprévisible ; nul ne maîtrise son mode opératoire

(suite de la page 9).

«Warriors» de tous les espoirs... La nouvelle a circulé comme une traînée de poudre. Dès jeudi 6 mai 2021 aux environs de 12:00', les deux Chambres parlementaires ne bruisaient que de ça : le Procureur Général près la Cour constitutionnelle Jean-Paul Mukolo Nkokesha venait de leur faire parvenir un réquisitoire en béton armé. Un document faisant état d'une « association des malfaiteurs ».

Pourquoi le Haut Magistrat du Parquet Général près la Cour Constitutionnelle ? Simplement parce qu'à l'époque de la commission des faits, le principal accusé occupait la fonction de Premier ministre, Chef du Gouvernement de la République dont le juge naturel est la Cour Constitutionnelle.

Si le dossier avait été orienté au Parquet Général près la Cour de Cassation, boulevard du 30-Juin, immeuble CNSS (ex-INSS), siège de cette juridiction, le juge se serait déclaré incompétent. Car ce principal accusé c'est Augustin Matata Ponyo Mapon, Premier ministre de la République, du 18 avril 2012 au 20 décembre 2016. Et le Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo à 220 km à l'Est de la Capitale Kinshasa, entre les provinces du Kwango et du Kwilu, fut inauguré en grande fanfare en 2014 par l'ancien Président Joseph Kabila Kabange.

Du coup, l'ex-Premier ministre aspire, devant le Procureur Général Jean-Paul Mukolo Nkokesha, ses deux co-accusés : l'actuel D-G du FPI, le Fonds de Promotion de l'Industrie Patrice Kitebi Kibol-Mvul à l'époque des faits ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Finances (du 18 avril 2012 au 8 décembre 2014) et Mme Ida Kamonyi Naserwa, conseillère du Premier ministre Matata nommée peu après Directeure Générale du fameux projet de Bukanga Lonzo.

Matata, Kitebi, Kamonyi sont donc les accusés d'un procès qui s'annonce aussi exemplaire que son précédent, celui des 100 jours qui vit l'ancien DirCab du Président de la République Vital Kamerhe Lwa-Kanyingini être condamné

à 20 ans de prison ferme au premier degré et confirme la nouvelle ligne politique du pays : État de droit avant tout, fin de l'impunité.

Le Procureur Général Mukolo Nkokesha a donc écrit aux deux Chambres pour leur demander l'autorisation d'inviter deux sénateurs à comparaître, ce qui passe préalablement, dans une situation de non flagrance, par la procédure de levée d'immunité.

«La Cour constitutionnelle est la juridiction pénale du Chef de l'État et du Premier ministre dans les cas et conditions prévus par la Constitution» (art. 163). «La Cour constitutionnelle est le juge pénal du Président de la République et du Premier ministre pour des infractions politiques de haute trahison, d'outrage au Parlement, d'atteinte à l'honneur ou à la probité ainsi que pour les délits d'initié et pour les autres infractions de droit commun commises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Elle est également compétente pour juger leurs co-auteurs et complices» (article 164).

Mais pourquoi la Chambre basse ? On peut supposer que l'un des accusés a été également proclamé député en décembre 2018 en faisant siéger un suppléant. Ce serait donc pour prévenir tout « accident » que le Haut Magistrat Mukolo Nkokesha s'est également adressé à l'Assemblée nationale en vue de boucler la boucle en même temps que, selon certains juristes, la levée d'immunité d'un Premier ministre (en fonction ou honoraire) doit être décidée par le Parlement réuni en Congrès si les faits qui lui seraient reprochés ont été commis dans l'exercice de ses fonctions.

L'article 119 de la Constitution de la République limite pourtant le Congrès aux quatre cas ci-après : la procédure de révision constitutionnelle ; l'autorisation de la proclamation de l'état d'urgence ou de l'état de siège et de la déclaration de guerre ; l'audition du discours du Président de la République sur l'état de la Nation ; la désignation des trois membres de la Cour constitutionnelle, conformément aux dispositions de l'article

158 de la présente Constitution.

Selon les informations du Soft international, les deux Chambres qui ont communiqué, devraient débattre de cette demande de levée d'immunité au tout début de la semaine.

Le principal grief retenu contre l'ancien Premier ministre et ses co-accusés est lourd de conséquences : l'association des malfaiteurs, une infraction punie de peine de mort dans la loi congolaise mais qui serait commuée d'office à une peine de prison à perpétuité, le Congo ne pratiquant plus la peine capitale.

Les autres infractions qui seraient retenues contre ces accusés (corruption, détournement de deniers publics, blanchiment d'argent sale, etc.) seraient des infractions moyennes face à la principale infraction, l'association des malfaiteurs qui aurait conduit les malfaiteurs, selon l'acte d'accusation, à organiser et à panifier la débâcle d'un projet de plusieurs centaines de millions de \$US pour monter diverses autres entreprises dont une firme du même nom dénommée... Lonzo.

Jeudi 6 mai, Patrice Kitebi Kibol Nvul était retenu dans les locaux de l'IGF, l'Inspection Générale des Finances, avenue du Haut Commandement soupçonné dans un autre dossier toxique : la gestion opaque de l'entreprise publique FPI.

Une fin de semaine tragique pour un homme qui avait voulu bâtir sa réputation en se construisant quelques médias en ligne et en finançant ou en sponsorisant d'autres.

Vendredi 7 mai, l'ancien Premier ministre a annoncé son retour à Kinshasa sans donner de date précise.

Nommé il y a peu Conseiller du Président guinéen Alpha Conde, l'ancien Premier ministre congolais a décidé d'écourter son séjour à Conakry où il dit s'être trouvé en « séjour de travail (...) au service de l'Afrique » et qu'il rentre « à Kinshasa pour faire face à une justice politiquement instrumentalisée », écrit-il sur son compte Twitter, assurant être « fier d'avoir servi (son) pays dans la transparence » et croit « en la force de la vérité ».

À son arrivée à l'aéro-

port de N'Djili, l'ancien Premier ministre reste sur le même registre, sur son compte Twitter : «Je viens d'arriver à Kin pour répondre à la Justice. Je remercie les Congolais qui, par amour pour la RDC, m'ont prié de ne pas revenir au pays. Je leur dis : par amour pour la RDC, certains d'entre nous doivent avoir le courage de braver l'injustice. Les jeunes surtout en ont besoin».

Peu après, dans la tour Kiyo Ya Sita, le long des Champs-Élysées congolais, au 364, 5ème étage, où il abrite aussi son projet phare Congo Challenge, il réunit un parterre d'amis journalistes triés sur le volet, étale sa ligne de défense.

«Il n'a jamais rien signé. Tout l'était par ses ministres sectoriels. Il n'a jamais rien décidé. Tout l'était en Conseil des ministres. Et l'on sait par qui il est présidé».

En clair, il noie l'ancien Président de la République Kabila. Oubliant que si celui peut être poursuivi, il le sera difficilement en cette matière, étant donné son irresponsabilité devant le Parlement... Encore que beaucoup de décisions, lors de cette période, avaient été prises, à l'Hôtel du Conseil lors des réunions «des groupes thématiques», et, en l'espèce, dans le groupe «secteurs productifs».

Matata ne se présentera néanmoins devant le Procureur Général près la Cour constitutionnelle Jean-Paul Mukolo Nkokesha qu'après la procédure de levée d'immunité qui, avec une majorité écrasante USN, ne devrait pas poser de problème majeur quand on sait que dans un passé récent, avec une majorité écrasante FCC, cette demande de levée d'immunité fut refusée.

PILLARDS EN COL BLANC.

Bukanga Lonzo, petite localité territoriale de l'une des provinces les plus pauvres du Congo, le Kwango, qui s'étend sur le Kwilu, sur la nationale n°1, à quelques encablures de Kenge, la capitale du Kwango, sur la route de la grande agglomération humaine de l'ex-province du Bandundu, Kikwit, traversant le plat territoire agricole de Masanimimba.

C'est aussi l'un des dossiers noirs d'une IIIème

République faillie... Pourquoi et comment le Congo ne décolle pas ? Comment expliquer la révolte populaire silencieuse qui a lieu dans le pays?

Sur ce dossier, voici les noms qui reviennent avec récurrence : Christo Grobler et Peter Venter, deux Sud-Africains, administrateurs de plusieurs sociétés dont certaines occultes et des complices congolais, des officiels hier et aujourd'hui au plus haut niveau de l'État congolais : Augustin Matata Ponyo Mapon, Patrice Kitebi Kibol Mvul, Louise Munga Mesozi, Rémy Musungayi Bampale, Robert Mbwinga Bila, Henri Yav Mulang, Modeste Bahati Lukwebo, Wivine Mumba Matipa, Isidore Kabwe Muewu, Néhémie Mwilanya Wilonja, Mbienga Kayengi, Lumbu Kiala, etc., mêlés à un niveau ou à un autre dans ce scandale d'un siècle congolais gâchis.

Si Néhémie Mwilanya Wilonja n'a pas, à proprement parler, fait partie d'un gouvernement quelconque, le très puissant DirCab du Président de la République Joseph Kabila Kabange dont il affirmait il y a peu vouloir perpétuer l'œuvre en acceptant de se hisser à la tête de la plate-forme politique kabiliste Front Commun pour le Congo, FCC, créée pour le service, à la base des controverses et dysfonctionnements politiques dans le pays; et si les deux derniers cités Mbienga Kayengi et Lumbu Kiala furent des fonctionnaires comptables d'État (le premier à la Primature, code 0561, le second au ministère des Finances, code 0536, désormais «élu» Député national), toutes les autres personnalités étaient ministres au national à l'époque des faits et occupaient des portefeuilles économiques clés: Finances, Portefeuille, Industrie, Petites et Moyennes Entreprises, Agriculture et Développement rural.

En mission, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural en fonction à l'époque Jean-Chrysostome Vahamwiti qui fut représenté par son collègue Robert Mbwinga Bila en charge des Affaires foncières. Toutes ces personnalités sont en lien étroit avec la firme AFRICOM Commodities (PTY) Ltd, société holding de droit

sud-africain malheureusement inexpérimentée, ne totalisant alors à peine que trois ans d'âge, travaillant dans la fourniture d'équipements, de matériels et d'intrants agricoles, qui est choisie pourtant pour réaliser un projet agro-industriel pharaonique de près de 1 milliard de US\$.

Elles sont mêlées dans la conduite et la signature des contrats dont une Convention d'actionnaires datée du 24 mars 2015.

Des contrats de gré à gré, n'ayant pas, comme plusieurs autres, respecté la loi sur la passation des marchés publics, n'ayant jamais sollicité, ni requis l'autorisation de la DGCMP, la Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics, sortant très souvent, des cadres légaux. Dans la foulée de ce projet de Bukanga Lonzo, plusieurs sociétés voient le jour pour servir de paravent dans ce qui est une véritable toile d'araignée, une opération de «corruption et de fraude à grande échelle», reconnaît dans un email, daté du 17 novembre 2020, l'un des administrateurs sud-africains, Christo Grobler.

Parmi ces sociétés-écran qui rénumèrent indûment cette mafia, on cite PARCAGRI SA (aménagement et gestion du Parc agro-industriel, 85% des parts pour l'Etat congolais, 15% pour AFRICOM), SEPAGRI SA (exploitation du parc, 70% des parts pour l'État, 30% pour AFRICOM), MARIKIN SA (Marché... International de Kinshasa pour l'écoulement des produits du parc dont nul ne saura le pourquoi de cette appellation inutilement bling-bling de «marché international», 50% des parts pour l'Etat, 50% pour AFRICOM...), AFRICOM Commodities DRC SARL.

À l'issue d'arrangements douteux, Ida Kamonyi Naserwa, épouse d'un homme politique congolais en vue, se fait bombarder au poste de Directeure générale du PARCAGRI SA.

Depuis, soucieuse de se prévenir de toute poursuite en s'assurant d'une immunité parlementaire, elle a fait le choix, comme d'autres membres de cette mafia de premier ordre, de se faire élire «Honorable», préférant elle, la Chambre haute du Parlement où, plus

(suite en page 11).

Au Congo, contre des millions de \$US, des escrocs se paient avocats et juges

(suite de la page 10).

que jamais, seule suffit une montagne de billets de \$US à distribuer à un corps électoral plus réduit...

Total des fonds décaissés par ces « partenaires » d'un État failli pour un projet de parc agro-industriel de Bukanga Lonzo présenté comme un projet majeur devant pousser le Congo à l'émergence économique et sociale : 287.050.817,91 US\$.

Des fonds liquidés par le Trésor public (285.939.621,87 US\$), le reste - soit 1.115.196,04 US\$ - déboursé par le FPI, le Fonds de Promotion de l'Industrie. Premier d'une longue liste des personnalités, selon toute vraisemblance, déjà dans le box des accusés, à en croire toutes les sources judiciaires dans la Capitale : Augustin Matata Ponyo Mapon.

Il fut de 2003 à 2010 Directeur général du BCE-Co, un Bureau central où il coordonne les financements des bailleurs de fonds en tête la Banque Mondiale, destinés à la reconstruction du Congo, déjà à l'époque, selon des articles parus dans des médias congolais, sous de hauts soupçons de détournements de fonds, ministre des Finances de février 2010 à avril 2012, puis, fulgurante ascension, est nommé à cette date, Premier ministre. Battu en 2011 aux élections législatives dans sa province d'origine, le Maniema, Matata Ponyo travaille à mettre en place une mosaïque de partis et regroupements politiques qu'il finance directement - en tête, le parti PR, le Parti Républicain de son ami et ex-mentor Justin Kalumba Mwana Ngonzo, et le Regroupement ATEC, l'Alliance pour la Transformation et l'émergence du Congo, dont il est l'Autorité Morale - qu'il affine prudemment au FCC pro-Kabila, tout en étant sur papier membre de l'alors parti présidentiel PPRD et qui recrutent des amis et mentors amenés au gouvernement quand il y devient Premier ministre et de se faire élire... «Honorable Sénateur» en 2019. Pas avant d'avoir obtenu une chaire d'Université longtemps rêvée. Le Premier ministre tient tellement à ses amis que quand en juin 2015, le



Député national, le professeur émérite Nyabirungu Mwene Songa est le chef du team de la défense dans l'affaire Matata Ponyo. DR.

très puissant ministre des Transports et Communications Justin Kalumba Mwana Ngonzo est sous le coup d'une motion de défiance au Parlement, il lui fait faire le faux malade afin de l'extraire de la battue parlementaire, le fait admettre au centre médical Diamant, au centre-ville, lui signe un ordre de mission, organise son exfiltration à l'étranger quand le ministre se balade dans un salon d'exposition en Europe. À son retour au pays, aucun Député - ni aucun Congolais - ne se souvient de rien.

«AUTEUR INTELLECTUEL».

Tous les documents authentifiés rassemblés et consultés par Le Soft International (des centaines de pages, des mémos, des témoignages, un rapport d'audit du très réputé comptable de Cleveland Ernst & Young datant de 18 février 2016, etc.) renseignent Augustin Matata Ponyo Mapon comme «auteur intellectuel» (conception, planification, paiements de plus de 83% de fonds à des entreprises sud-africaines directement versés dans des comptes dans le pays de Nelson Mandela où régulièrement la fratrie se retrouve pour le partage du butin de guerre). C'est lui et lui seul qui

gère directement le projet Bukanga Lonzo assisté de son cabinet de la Primature et de son ministre délégué aux Finances Patrice Kitebi Kibol Mvul. Comme d'ailleurs tout autre dossier «faussement économique émergent» de sa Primature validé à la va-vite lors de ses réunions de l'aurore sinon de l'aube, en premier, celle du «secteur productif» qui regroupe des ministères clés d'assiette, et qu'il présente lui-même en cas d'absence du ministre de tutelle ou d'absence avérée de pertinence du ministre. Cas de TransCo, Congo Airways, Immeuble Intelligent, Aéroport Modulaire, Aéroport de N'Djili, gestion des fonds générés par la connexion de la Fibre optique, etc. Souvent, il se passe des avis de l'un de ses Vice-premiers ministres, en l'occurrence, celui en charge du Budget, Daniel Mukoko Samba dont il obtient très vite le 7 décembre 2014 l'éviction du Gouvernement pour absence de collaboration. Sur la fibre optique gérée directement par la Primature au plus grand désarroi des agents et fonctionnaires de la SCPT, n'est-il pas temps que les fameux parlementaires anti-corruption APNAC et LICOCO - des ONG

qui ressemblent à des églises de réveil, juste lieu de recueil des fonds - se penchent sur le dossier, lèvent un coin du voile pour voir qui a signé le contrat, comment a été financé en surfacturation le projet Point d'atterrage Muanda, comment l'affaire BIAC s'est résolue, pourquoi le Congo a raté à Cape Town son basculement quand tous les autres y étaient, pourquoi deux individus ont passé une semaine dans un cachot du CNS sous feu Pierre Lumbi Okongo? Certes, ce fut avant la Primature Matata. Mais ce fut un dossier bouclé sous Muzitu et par les Finances... ! Dans ces mêmes colonnes, dans un dossier, «Fibre optique, qui veut cacher qui?», il est écrit : «Pourquoi les Chinois de CITCC (la firme ayant construit la ligne de la fibre optique Muanda-Kinshasa avec des malfrances, ndlr) avaient refusé de se présenter devant la Commission d'enquête parlementaire Mayobo pour être auditionnés? Qui les avait entêtés? Pourquoi le ministre délégué des Finances Patrick Kitebi Kibol Mvul, actuellement patron du Fonds de Promotion de l'Industrie - agissant sous les ordres du Premier ministre, Chef du Gouver-

nement Augustin Matata Ponyo - avait rejeté l'invitation de se présenter devant la Commission parlementaire? Lequel Augustin Matata Ponyo avait été ministre des Finances à l'époque du dossier fibre optique? Pourquoi le Président Kabila avait-il décidé de ne traiter de ce dossier - son suivi, contrats et paiements ayant été conclus et effectués des mois avant la nomination de Tryphon Kin-kiey Mulumba aux PTNTIC - qu'avec le nouveau ministre au point de lui réserver à lui et à lui seul - non à un quelconque membre du Gouvernement, ni au Premier ministre - sa décision de procéder à l'inauguration de la station d'atterrage de Moanda le 8 juillet 2013? À nouveau, pour qui est intéressé par ce dossier de backbone congolais, nulle part, et dans aucune ligne du rapport d'enquête parlementaire, le ministre Tryphon Kin-kiey Mulumba étranger à ce dossier, n'avait été mis en cause. Ce dossier de fibre optique fut géré et bouclé par des ministres (Portefeuille, Finances, PTNTIC), des services et des institutions de l'État (Présidence de la République, SCPT, Banque Centrale, Bureau de coordination des investisse-

ments chinois), etc., bien avant l'arrivée de Tryphon Kin-kiey Mulumba en 2012 aux PTNTIC» (n°1464 daté vendredi 16 août 2019 en ligne ven, 16/08/2019 - 17:23).

LES AUTRES CITÉS.

Accusée : Ida Kamonyi Naserwa, conseillère du Premier ministre Matata à l'époque de la commission des faits. Interrogée par des OPJ, elle passe aux aveux. «Oui, des paiements furent en effet effectués au compte de la firme sud-africaine AFRICOM». Mais explique n'en avoir eu aucun contrôle. Accusée : Louise Munga Mesozi, ministre du Portefeuille à l'époque des faits. Originnaire du Sud-Kivu, elle a depuis choisi de se proclamer à la Chambre basse du Parlement comme «Honorable Députée nationale». Citée comme complice dans un incident majeur de morale de gestion, Louise Munga serait particulièrement visée par la justice, pour n'avoir pas veillé à ce que l'État congolais ne libère que la quotité des parts due au capital social des sociétés PARCAGRI SA, SEPA-GRI SA et MARIKIN SA. Mêmes graves accusations dans le cas de la firme AFRICOM.

(suite en page 12).

Il refuse de se justifier sur plusieurs centaines de millions de \$US non retracés

(suite de la page 11).

Accusé : Patrice Kitebi Kibol Mvul. Originaire de Kolokoso, dans le Kwango, ancien conseiller du ministre des Finances Matata, il succède à son mentor dans l'immeuble de verre et de béton mais comme ministre délégué auprès du Premier ministre Matata Ponyo Mapon. Sorti du Gouvernement le 7 décembre 2014, il retrouve, deux ans plus tard, fin novembre 2016, un poste juteux à la tête du Fonds de Promotion de l'Industrie offert - et pour cause - dans des conditions sombres, par son mentor, à la veille de céder la Primature à l'opposant UDPS Samy Badibanga Ntita, désigné au lendemain du dialogue de la Cité de l'Union Africaine. Depuis, en guise de reconnaissance, il confie des marchés dans la totale opacité à ses différences entreprises dont le fameux think tank Congo Challenge, une ONG Fondation Mapon qui financerait des œuvres caritatives dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du développement communautaire. Kitebi s'emploie à financer et à stipendier partis politiques et médias, de même que cours et tribunaux, soucieux de se prémunir des conséquences néfastes d'un chaos personnel. S'il ordonne des paiements monstre par le Trésor public dont celui de 40.122.733,10 \$US en faveur d'une autre firme sud-africaine AEE POWER SA en vue du soutirage et de la construction d'un système d'électrification du parc agro-industriel, ce n'est pas pour aider à l'émergence de la province du Kwango dont il est originaire. Il s'agit d'une surfacturation allant jusqu'à près de 20 fois la valeur des factures d'origine. En l'espèce, le montant réel était de 37.659.725,63 \$US. Kitebi et d'autres pillards en col blanc sont cités dans la razzia qui s'opère sur le site sur au moins trente tracteurs, des groupes électrogènes, une dizaine de jeeps tout-terrain de marque Toyota, une dizaine de véhicules benne, des pièces de rechange, des tonnes de maïs, etc. Nombre de ces biens prennent le chemin de sa ferme agricole, à 16 kms



Sur la route nationale n°1, entre la rivière Kwango et la cité secteur de Bukanga Lonzo (vice versa), la plaque qui fit rêver. DR.

de la cité de Mongata, dans la banlieue proche à l'Ouest de Kinshasa, voisine de celle du Directeur de cabinet du Président de la République, Vital Kamerhe Lwa-Kanyin-gini détenu et, depuis, condamné à 30 ans (20 ans de prison ferme, 10 ans d'inéligibilité). Un rapport circonstancié consulté par Le Soft International cite «Son Excellence Kitebi» parmi les personnes coupables «d'actes criminels, vols, pillage, tueries des Congolais dans le parc agro-industriel (...) avec la complicité du commandant Tigre, du Colonel Ramazani, de Nduku-Pala Antoine, Mayala, Mbwa-Mabe et autres». Une vidéo postée sur les réseaux sociaux montre en grande compagnie «Son Excellence» sur le site de Bukanga Lonzo au cœur d'une opération de pillage du matériel du site. Accusé : Matondo Mbundu, Directeur général du BCeCo, service dépendant du ministère des Finances dont un précédent D-G ne fut autre que Matata qui, depuis son départ, en 2010 après y avoir exercé sept ans durant, de 2003 à 2010, veille avec génie à la sélection de ses successeurs. Craint-il la découverte d'une boîte de pandore? Un BCeCo qui, en l'espèce, avait la charge du marché d'électrification du parc agro-industriel. La question porte sur la

connivence qui aurait existé dans le cadre de ce marché arraché au BCeCo et atterrit dans le bureau du ministre délégué auprès du Premier ministre en charge des Finances Patrice Kitebi Kibol Mvul, qui ordonne soudain des décaissements en millions de \$US au bénéfice de la firme sudaf AEE POWER SA. Les noms d'autres personnalités sont égrenés dans ce scandale à divers niveaux de responsabilité : Henri Yav Mulang, Modeste Bahati Lukwebo, Wivine Mumba, Kabwe Muewu, etc. Ces personnes, ministres à l'époque des faits, ont notamment pris part à une réunion en 2016 à l'issue de laquelle la D-G du PARAGRI SA, Ida Naserwa, est menacée de révocation par le Premier ministre Matata Ponyo. La question est de savoir ce qui les aurait opposés... Selon toute vraisemblance, il s'agit de savoir qui porte la responsabilité de la gestion des millions de \$US versés par le Trésor public. La main sur le cœur, Ida Naserwa confesse n'avoir jamais eu à gérer plus de 2 millions de \$US dont la subvention du FPI d'un total certifié de 927.962 \$US. Le reste concernerait la paie des salaires et des prestations diverses... Si elle finit par se lâcher le 18 juillet 2016 en dénonçant des détournements massifs, sa trop longue omerta consentante lui

porte désormais préjudice. D'autres irrégularités et non des moindres constatées dans la réalisation de ce projet : bien que disposant d'un actionnariat minoritaire, la firme AFRICOM Commodities (PTY) Ltd qui n'a jamais libéré ses parts dans les sociétés PARCAGRI SA et SEPAGRI SA, a été le réel gestionnaire de ces firmes du fait des initiateurs du projet Bukanga Lonzo. Selon tous les rapports d'audit qui plongent dans ce dossier et le plombent consultés par Le Soft International, la firme sud-africaine s'est payée, avec ses complices congolais, pas moins de 232.163.936,97 US\$.

DES SOCIÉTÉS SUDAFS. Accusées : deux sociétés sud-africaines dont la société-écran DESTICLOX Pty Ltd (propriété des mêmes SudAfs Christo Grobler et Pieter Venter, disposant de la même adresse que la firme AFRICOM) qui reçoit des paiements de 11.069.300,09 US\$ dont 510.883,84 US\$ au titre de frais de gestion du Parc rémunérant au passage les membres de la mafia congolaise. Mais à quel titre DESTICLOX Pty Ltd perçoit ces frais de gestion par exemple dès lors que ce contrat lie l'État à la firme AFRICOM Commodities (PTY) LTD? Obtenir des paiements pour une activité existante est

un cas de détournement des fonds publics. La seconde firme est précisément AFRICOM Commodities (PTY) LTD. Selon tous les audits dont Le Soft International a pris connaissance, en partant du système de surfacturation mis en place par cette mafia sud-africaine de connivence avec des officiels rdcongolais au plus haut niveau de l'État, c'est une somme de 34.150.507,00 de \$US qui aurait été affectée au parc de Bukanga Lonzo, «l'estimation des fonds non justifiés représenterait un montant de 204.903.042,00 de US\$». AFRICOM Commodities est aussi accusée d'abus de confiance pour n'avoir pas libéré la quotité du capital social de 15% dans PARCAGRI, 30% dans SEPAGRI et 50% dans MARIKIN». Il existe plusieurs autres griefs. Telle l'absence de mécanisme de bonne gestion, absence de convocation d'assemblée des actionnaires, abandon des sites exposés à différents pillages perpétrés par les plus hauts dirigeants eux-mêmes - un lot d'engins lourds, véhicules, avarie des intrants agricoles, etc. Des pertes lourdes pour le projet de parc agro-industriel. En mars 2015, à l'annonce du projet, pour faire sexy, que n'a-t-on pas dit? Que n'a-t-on pas écrit? «Comment le Congo aurait pu l'ima-

giner? À une heure de route de la Capitale, voici des plaines verdoyantes du Bandundu qui s'étendent à perte de vue, où le tout-terrain glisse en toute liberté en entendant le seul bruit du moteur 12 cylindres ! C'est sur ces terres à la suite de la seule volonté de Kabila que s'érige une vraie plate-forme moderne de distribution des produits alimentaires. Lancé en juillet dernier, le parc agro-industriel de Bukanga Lonzo a donné en mars sa première récolte de maïs. À terme, légumes, fruits, viande de porc, poulets de chair, poissons, œufs, lait, céréales (maïs et soja), etc., vont quotidiennement inonder le marché de produits frais de la Capitale. Il fallait y penser... Le Président de la République, accompagné des chefs des corps (Premier président de la Cour Suprême, Procureur général de la République, Premier ministre, Président de l'Assemblée nationale représenté par son 1er Vice-président, etc.), le Gouvernement au grand complet, des gouverneurs de province invités pour la circonstance, des représentants du corps diplomatique, etc., a donc lancé la première récolte du parc qui s'étend sur 50.000 ha. La récolte qui a commencé en mars se poursuivra jusqu'en avril pour la première saison.

(suite en page 13).

Matata Ponyo ne s'est jamais autant déclaré adepte de la bonne gouvernance

(suite de la page 12).

Celle de la saison suivante débute en juillet et ira jusqu'en août. Une technologie de la dernière génération permet aux moissonneuses équipées d'un système GPS, de récolter le maïs sur 5.000 ha. Grâce à la technologie installée, ces moissonneuses sauront le rendement de la récolte par zone plantée », écrit Le Soft International, daté 19 mars 2015.

Qui poursuit dans la même veine : « L'importance de la récolte au parc conduit à la mise en place d'un ensemble de silos à grains en acier et des bunkers de stockage horizontaux. Un mode de stockage qui offre une préservation efficace et économique à grande échelle de même qu'une disponibilité des grains en fonction de la demande, à en croire l'opérateur sud-africain. Bukanga Lonzo produira à terme dans ses abattoirs 48.000 poulets par jour au moins, traités et emballés. Les abattoirs du parc - le premier d'une série à voir le jour dans le pays - font partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement en viande de porc et de poulets. Le parc annonce la production journalière de 500 tonnes des légumes pendant les 365 jours de l'année qui iront inonder le marché de Kinshasa sous la marque de fabrique «made in RDC». Outre cela, 500 ménages vont être appuyés dans les activités agricoles grâce à deux projets : le programme des villages agricoles et le réseau africain de forêt moderne, une coopérative des femmes de Bukanga Lonzo.

CRÉER L'ÉVÉNEMENT. « Le temps est venu pour transformer l'agriculture congolaise d'un secteur de subsistance en un puissant moteur de développement économique global », avait annoncé Joseph Kabila Kabange. Voici les voies désormais ouvertes » (text, cit.). Que du rêve finalement imaginé en grande pompe en septembre 2014 par des Ouestafts, présenté comme LA solution au déficit alimentaire chronique congolais, qui ne vit jamais le jour. Une catastrophe financière...

«Matata Ponyo avait annoncé qu'après Bukanga Lonzo qui s'éten-



L'une des rares fois où Augustin Matata Ponyo Mapon s'est mis au prétoire, la peur au ventre tellement qu'il se sent coupable. DR.

dait sur un espace de plus de 70.000 ha entre les rivières Kwango et Lonzo, qui donnerait une production de 4 tonnes de maïs par ha quand une deuxième récolte était prévue au mois de juillet, d'autres projets similaires allaient naître en série à travers le pays. Il n'eût ni deuxième récolte, ni projet quelconque similaire dans le pays, des sortes de smart cities essaimées» (text, cit.).

Le 19 août dernier, arrivé à bord d'un petit porteur, le Premier ministre Sylvestre Ilunga Ilunkamba s'emploie à exposer l'un de ses prédécesseurs à l'Hôtel du Conseil à la critique de gouvernance facile. En s'y rendant et, pour la toute première fois depuis un an en dehors de sa province natale katangaise, Ilunga Ilunkamba crée l'événement.

À lire les réactions sur les réseaux sociaux après la diffusion sur la télé publique Rtcn, de cette visite, on ne pouvait s'imaginer une telle tragédie! Un crime d'État dans un pays où 73% de la population vit en insécurité alimentaire.

Le trop tempéré Ilunga Ilunkamba en avait-il eu marre de l'ABC qu'administrateur à longueur de

journée ce l'un de ses prédécesseurs depuis la Chambre haute que lors de ses conférences qui n'en finissent pas et ce Premier ministre qui, un jour, fut convoqué par un cercle de caciques du PPRD qui lui réclamaient sa démission immédiate et qu'il traita comme des jeunes irresponsables alors que des rumeurs faisaient savoir que son remplaçant pouvait être précisément Matata, voulut-il étaler au grand jour un forfait si flagrant et manifeste que la geôle serait recommandée avant dire droit? Sur Facebook comme sur Tweeter ou sur WhatsApp, il pleut des appels à la très redoutée Inspection Générale des Finances, IGF en sigle, de se saisir du dossier. L'un de ces messages est mortel : «Il a semé des grains de maïs à Bukanga Lonzo et a récolté une Université bling-bling à Kindu». Quidam se rappelle d'une vidéo sur la Toile où l'ex-Chef de l'État, Joseph Kabila Kabange, refuse à plusieurs reprises de serrer la main de son Premier ministre Matata et se demande si cette attitude n'était pas la conséquence de ce qu'il avait vécu en live à Bukanga Lonzo. Ce 19 août, à l'issue de sa

visite, Ilunga Ilunkamba dresse un tableau peu reluisant de ce projet qui a coûté plusieurs millions de dollars américains à l'État congolais. Il désigne des épandeurs (machines destinées à survoler de terres agricoles) qui n'ont jamais décollé, cloués au sol, des tracteurs neufs jamais utilisés et dont les moteurs ont été retirés et montés sur des baleinières privées, des tonnes d'engrais chimiques abandonnés. Message explicite...

À en croire le reportage de la Rtcn, la Radio-télévision nationale congolaise, tous les ministres Sylvestre Ilunga Ilunkamba dénoncent une incurie et une prévarication qui ne sauraient demeurer impunies. Assistant principal du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Michée Mulumba, ne garde pas silence après le constat de Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Il fait un lien avec le concept «anarqueurs VIP» d'une belle série télé anglaise. « 80 millions de \$US pour escroquer 80 millions d'habitants. Ça me rappelle «Anarqueurs VIP, cette belle série TV anglaise que je raffolais jadis», poste-t-il dans un

tweet sur son compte. Député national, André Claudel Lubaya évoque un mensonge que « seule l'impunité endémique peut justifier ». Sur cette visite, un site belgo-congolais Cheik-FitaNews.net écrit : «Les images sont tellement parlantes qu'il n'est pas nécessaire d'écrire un article: des gros engins agricoles en panne et cannibalisés, des hangars à l'abandon. Et tout cela avait été acheté avec l'argent du contribuable congolais».

Puis, en cherchant sur le Net, on lit sur le site <https://www.oaklandinstitute.org> : «La mise en place et l'effondrement du projet pilote de parc agro-industriel de Bukanga Lonzo (...) ont donné lieu à d'importantes violations des droits fonciers et des droits humains, de la pollution, du gaspillage de publics, de sérieuses suspicions de détournement de fonds et de corruption, ainsi qu'à une action en justice contre le pays...». «Le parc agro-industriel de Bukanga Lonzo a été créé en 2014 dans le cadre d'un partenariat public-privé entre le gouvernement et une société sud-africaine, Africom Commodities. Il devait utiliser 80.000

hectares de terres pour la production de maïs et d'autres cultures. L'État a dépensé près de 100 millions de \$US d'argent public dans le projet. Cependant, trois ans après son lancement, le projet s'effondrait en 2017. AFRICOM invoquait les coûts élevés et le manque de fiabilité des plans et des paiements du gouvernement. En juillet 2018, l'entreprise intentait une action en justice contre la RDC pour non-paiement de ses dépenses.

Le gouvernement congolais blâme quant à lui AFRICOM pour cet échec». Le sénateur MLC Jacques Ndjoli est à la charge : des produits (farine de maïs, riz, etc.) estampillés Bukanga Lonzo vendus à Kinshasa sont en réalité venus d'ailleurs.

La pub, balancée en boucle, notamment sur la Rtcn, d'une femme dégustant du maïs BL n'est qu'attrape-nigaud. Ndjoli va, bien au contraire, se retrouver sur le brasero d'une presse stipendiée pour faire éloges et diithyrambes du Premier ministre honoraire. Le mensonge d'État sera mis à nu au lendemain du départ de Matata de l'Hôtel du Conseil.

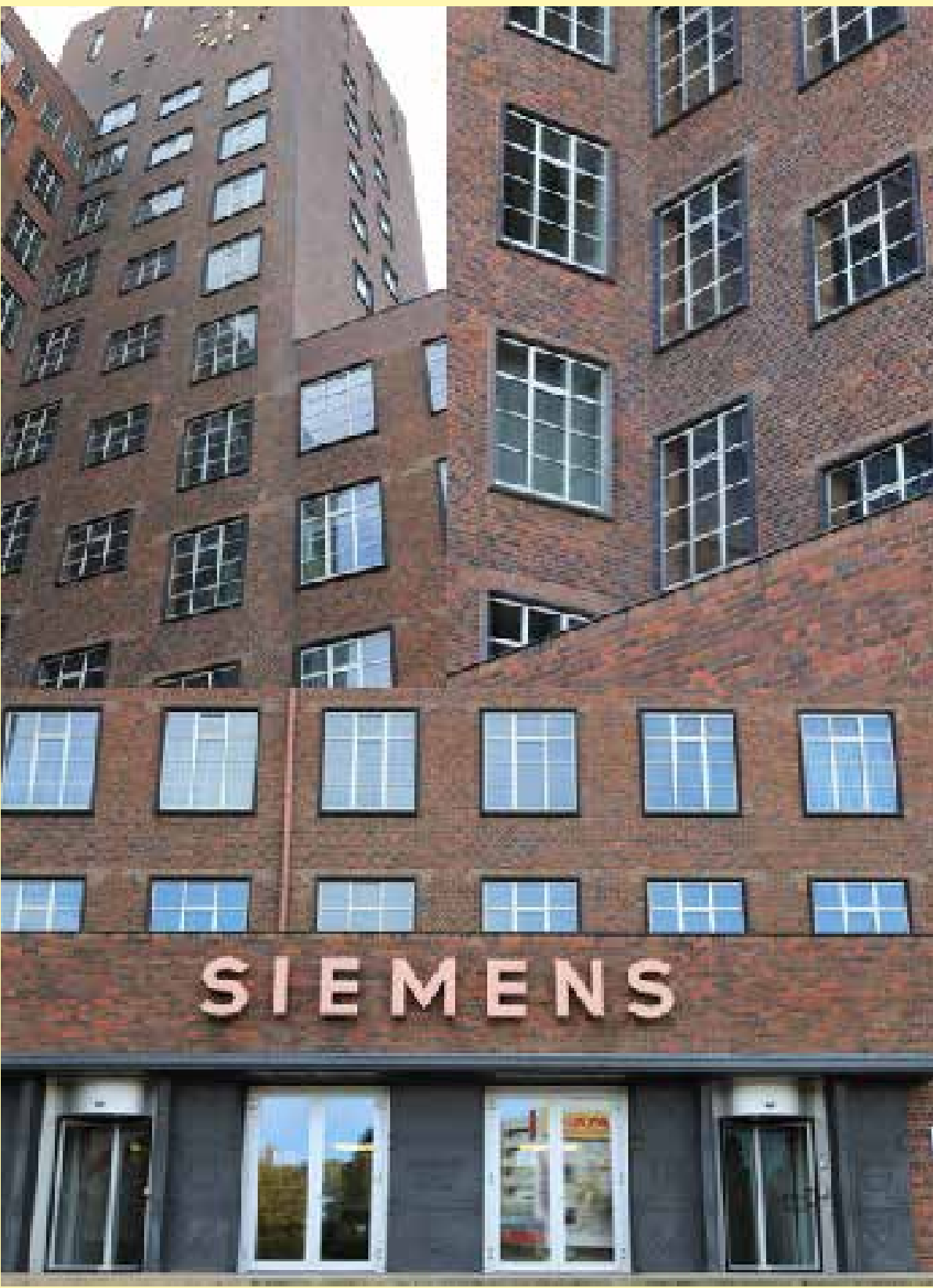
ALUNGA MBUWA ■

Il nous faut savoir que tout ce qui brille n'est pas d'or

Le 13 mai 2021, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, ministre sous le Gouvernement Matata (Postes, Téléphones, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, puis Relations avec le Parlement), du début jusqu'au départ de celui-ci, publie un communiqué : « L'affaire Bukanga Lonzo ou comment le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba se sauva à Berlin de l'oracle du Premier ministre Augustin Matata Ponyo ».

Un texte qui en dit long sur des tripatouillages d'un homme qui se rêva un destin national. Tryphon Kin-kiey Mulumba épingle trois dossiers qui dénotent d'une gestion loin des principes de bonne gouvernance: fibre optique, mission officielle à Berlin au siège de la firme allemande Siemens, connivence avec le Groupe français des télécommunications Orange. Ci-après : «Maintenant que le couvercle de la marmite commence peu à peu à être enlevée dans l'affaire Bukanga Lonzo avec le rejet par des ministres Matata de toute responsabilité dans ce scandale d'une décennie congolaise faillie alors qu'on mobilise la planète contre l'Inspection Générale des Finances, qu'on cherche à traumatiser son Inspecteur Général-Chef de Service Jules Alingete Key - un vrai Antonio Di Pietro de la Mani pulite - pour l'abattre quand ils font un travail de salut public, je souhaite déclarer que d'une part, mes ennuis avec l'ancien Premier ministre qui m'avait sélectionné et recruté après une interview, avec un autre candidat malheureux aujourd'hui Vice-Premier ministre, en ses bureaux du ministère des Finances, ont commencé avec mon arrivée au ministère des Télécommunications, le 28 avril 2012 même s'il n'avait pas réussi à me révoquer étant entré avec lui le même jour au Gouvernement et sorti avec lui du Gouvernement, près de cinq ans plus tard, le même jour, quand il en avait fait partir allègrement des Vice-Premiers ministres et des ministres clé ».

« Je déclare que tous les contrats fibre optique et autres avaient été signés par mes prédécesseurs et par le ministre des Finances Augustin Ma-



Comment au cœur de Berlin, chez Siemens, je fus piégé et sous-estimé. DR.

tata Ponyo Mapon ». «Et ce projet fibre optique avait échoué après sa surfacturation (plus de 12 millions de \$US pour l'érection du Point d'atterrage de Muanda quand il n'en fallait que 3 millions) et après qu'un individu ait retiré, en espèces, en pleine journée, sur simple présentation de permis de conduire, 3 millions de \$US au guichet de la banque BIAC en faillite aujourd'hui, et empoché cette somme partagée par la mafia ».

« Le Président d'alors Joseph Kabila ordonna à son conseiller spécial en matière de sécurité Pierre Lumbi Okongo d'ouvrir une enquête criminelle qui aboutit à l'arrestation de trois des complices jetés aussitôt au cachot au CNS et contraints au remboursement de cette somme volée ».

« Dans le groupe de cette association des malfaiteurs : des noms dont Augustin Matata Ponyo Mapon, un pasteur d'église du Réveil Daniel Ngoy Mulunda, alors président de la CENI, la Commission Électorale Nationale Indépendante,

le D-G de la SCPT, un diplomate étranger».

« Voilà pourquoi Joseph Kabila très furieux avait mis le Premier ministre Matata hors circuit de ce Point d'atterrage même le jour de son inauguration, le 8 juillet 2013 à Muanda, à l'embouchure du fleuve, ne traitant le dossier qu'avec le ministre des PTNTIC qui réussit l'incroyable miracle par l'usage du fouet contre l'entreprise italienne qui avait reçu les fonds de l'État, la pressant de réaliser le nouvel ouvrage selon les normes internationales dictées par les maîtres d'ouvrage sud-africains et français qui le certifièrent enfin et donnèrent le go du lancement».

«TOUT CE QUI BRILLE...».

« Le Point d'atterrage Muanda est et reste une fierté nationale même si le départ des câbles jusqu'à Kinshasa avait posé problème et continué de poser problème pour ses malfaçons mais, à nouveau, les contrats avaient été offerts, par le ministre Matata et ses

collègues du Gouvernement, bien avant mon arrivée au ministère, à des Chinois à l'époque fortement protégés, et réalisés bien avant ma nomination même si j'ai tenté sans succès, car trop protégés, de faire refaire les travaux ».

« Malgré qu'il ait combattu ce projet fibre optique, certainement parce que confié à ce stade par Kabila à un homme à l'esprit libre et indépendant, le Premier ministre décidait, au retour de Muanda, de créer un compte séquestre ouvert dans une banque commerciale, où étaient versés tous les fonds générés par l'usage de ce réseau par les entreprises des télécommunications, et géré directement par la Primature ».

« Les courriers officiels existent...».

« L'IGF de tous les espoirs devrait pouvoir ouvrir ce dossier fibre optique et entendre aujourd'hui ce groupe de criminels ».

« Mon autre conflit majeur que j'ai eu avec mon Premier ministre : c'est mon refus de signer

à Berlin, devant lui, face à moi, au siège berlinois de Siemens, un contrat des centaines de millions de portant sur un projet d'informatisation des services publics de l'État ».

« Alors que je transitais à Bruxelles venant d'une mission officielle à Dubaï, un coup de fil d'un officiel de la Primature m'avertissait que j'allais être « embeded » dans l'avion du Premier ministre pour Berlin, depuis Bruxelles où il était arrivé la veille, sans savoir ce que j'allais faire dans la capitale allemande plutôt que de regagner Kinshasa où m'attendaient des dossiers d'État ».

« Quelle ne sera pas ma surprise quand le lendemain, à Berlin, le protocole me réveille pour me prier de prendre place, à bord d'une exceptionnelle limousine Mercedes, la direction de la firme allemande Siemens où la délégation officielle congolaise conduite par le Premier ministre, qui comptait notamment son ami et mentor ministre des Transports et Communications Justin Kalumba Mwana Ngongo et son directeur de protocole, est arrivée pour 07:00' pour le petit déjeuner».

«Au menu du petit déjeuner, le Premier ministre m'adressa un oracle : signer ce contrat devant la Haute Direction de Siemens et des personnalités politiques allemandes de haut rang proches de la Chancelière allemande, Mme Angela Merkel qui avait invité le Chef du Gouvernement congolais».

« Calmement, et avec des mots exceptionnellement choisis, j'expliquais à l'assemblée réunie dans une sorte de salle de classe, dans cette cité Siemens, dans la banlieue de Berlin, la procédure légale à suivre : inviter éventuellement des représentants qualifiés de Siemens à venir concourir à Kinshasa avec d'autres entreprises, soumettre les dossiers aux commissions interministérielles et, enfin, espérer aller au Conseil des ministres ».

« Ce fut un tremblement de terre que j'assumais. La rupture entre nous ».

« Et, je comprends aujourd'hui dans quel piège tendu certains de mes collègues sont tombés dans ce dossier de Bukanga Lonzo avec le ministre le plus concerné en charge de l'Agriculture Jean-Chrysostome Vanamuwiti Mukesyayira qui vient de diffuser un communiqué chargeant littéralement

l'ex-Premier ministre ».

« Mais le meilleur pour moi fut la finale : alors que la firme française Orange faisait disparaître des centaines de millions de \$US, que par un savant système de minoration de ses déclarations d'appels, que les usagers congolais étaient siphonnés, et que le régulateur avait proposé au ministre une pénalité légale de plusieurs millions de \$US contre l'opérateur français prêt à déboursier la somme, le Premier ministre fit venir à Kinshasa le PDG français très fortuné d'Orange Stéphane Richard, donnant ordre d'annuler la pénalité privant le Trésor public d'un fonds important, après un tête-à-tête avec celui qui fut le Directeur de cabinet de Mme Justine Lagarde, mêlés sous Sarkozy dans un scandale qui n'en finit pas, celui dit du Crédit Lyonnais-Bernard Tapie».

« Je comprends pourquoi il en récolta quelques phrases de Mme Lagarde lors d'un séjour, à Washington, au siège du Fonds Monétaire International». « L'expérience dans cette équipe gouvernementale que j'avais nommée celle des Surdoués - du moins Matata-1 - qui me conduisit à deux reprises à remettre en mains propres ma démission au Premier ministre refusée après notamment le gros incident de « Je mange, tu manges, il mange, nous mangeons » à l'Assemblée Nationale - vaut un livre ».

« En attendant, un mot à ceux qui se soucient des criminels économiques dont nos chefs religieux catholiques passés à l'Université privée Mapon à Kindu pour vanter des œuvres, de devoir revoir dans l'urgence leurs copies en laissant l'Inspection Générale des Finances et la justice de notre pays faire chacune son travail».

De conclure : «Tout ce qui brille n'est pas d'or». Petite réflexion ? «Tu t'imagines que tu es attiré par quelque chose qui brille parce que tu penses que c'est de l'or ? De loin, tu vois une chose qui brille. Le soleil envoie sa lumière sur un objet et cet objet renvoie de la lumière, il réfléchit de la lumière, donc il brille. Et toi, tu es attiré par cet objet. Tu dis : « On dirait de l'or ». Et quand tu t'approches, en regardant de plus près, tu réalises que ce n'est pas de l'or, donc ce n'est pas la matière précieuse que tu attendais...».

ALUNGA MBUWA ■

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

« La Rose Noire » de chez Rolls-Royce de la nouvelle gamme Droptail dévoilée

Rolls-Royce, la légendaire marque automobile de luxe, continue d’écrire son histoire avec le lancement de sa nouvelle gamme de véhicules baptisée Droptail. Dans cette série, le voile a été levé sur l’un des quatre véhicules extraordinaires : «La Rose Noire», un somptueux cabriolet deux places. Ce chef-d’œuvre a été spécialement conçu sur commande pour une famille dont l’identité demeure encore mystérieuse.

DU TRAVAIL ARTISANAL D'EXCEPTION.

La maison britannique de renom a évoqué le couple de propriétaires comme étant issus d’une lignée d’amateurs d’art et de passionnés de mode, à la tête d’une famille d’envergure internationale, entretenant des liens profonds avec la France, pays connu dans le monde comme celui de l’art, de la mode et de rêve. Le design exceptionnellement «romantique» de ce nouveau modèle puise son inspiration dans la beauté de la rose Baccara. Arborant une carrosserie qui oscille entre la teinte grenat et le noir, selon l’angle de la lumière, « La Rose Noire » fascine par sa présence remarquable. L’intérieur de ce chef-d’œuvre ne fait pas défaut à son allure extérieure. L’habitacle est méticuleusement façonné à partir de 1603 pièces de bois plaquées à la main, créant ainsi une symphonie visuelle et tactile inégalée.



Une nouvelle gamme de Rollys-Royce qui reflète l’engagement inébranlable de la marque envers l’excellence artisanale et l’innovation en célébrant les liens entre le raffinement britannique et les influences françaises. DR.

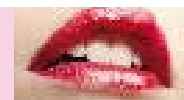


Le responsable du design de carrosserie chez Rolls-Royce Motor Cars a qualifié ce travail artisanal d’exception de «l’apogée de la complexité et du raffinement, jamais réalisé jusqu’à présent».

UN BIJOU TRAÎNE AU CŒUR DU VÉHICULE.

Une horloge de tableau de bord, conçue par le prestigieux horloger suisse Audemars Piguet, trône comme un bijou au cœur du véhicule. Cette horloge de luxe est plus qu’une simple indication du temps; elle peut être détachée et portée au poignet comme une montre exquise. Pour couronner le tout, un coffre à champagne intégré dans le cabriolet ajoute une touche de sophistication à l’expérience de conduite. Sous le capot, «La Rose Noire» est animée par un moteur V12 bi-turbo développant une puissance impressionnante de 600 chevaux, assurant des performances dignes de la renommée de Rolls-Royce. En s’inspirant de la rose Baccara, Rolls-Royce a capturé l’essence même de la beauté, de l’élégance et du luxe dans son nouveau cabriolet «La Rose Noire». Cette création reflète l’engagement inébranlable de la marque envers l’excellence artisanale et l’innovation, tout en célébrant les liens entre le raffinement britannique et les influences françaises. Avec cette nouvelle gamme Droptail, Rolls-Royce continue d’écrire son histoire légendaire dans le monde de l’automobile de luxe.





Garder son jardin secret c'est faire durer le couple

Parler de sa journée, partager ses émotions, avouer une infidélité... communiquer est devenu le maître-mot dans la relation amoureuse. Pourtant, il est parfois dangereux de tout se dire et le silence a ses vertus. Les conseils sur ce que vous pouvez dire ou ne pas dire en couple.

« Ne pas tout se dire est un signe de maturité », affirme le psychologue Jacques-Antoine Malarewicz. À l'inverse exiger la transparence est un signe de manque de confiance en soi. Aujourd'hui, les codes relationnels ont changé et le couple fusionnel n'est plus un modèle tenable. Prendre un pot avec un copain, ou dîner avec un ex, sans lui dire... Impensable hier, incontournable aujourd'hui! Le «je» ne se fond plus dans le «nous», l'autonomie est de mise : en clair, il faut



Les codes relationnels ont changé et le couple fusionnel n'est plus un modèle tenable. DR.

cultiver son individualité... jusqu'à un certain point, bien sûr !

QUE DIRE AU SEIN DU COUPLE ?

Pour Catherine Bensaïd, psychanalyste, jouer la carte de la transparence dans la relation amoureuse, c'est prendre le risque de la banaliser. « À se

livrer sans réserve à l'autre, vous risquez de perdre de votre mystère. Une donnée essentielle de la séduction ». Sans compter l'aspect immature de cette communication verbale à outrance. « Lui raconter ma journée par le menu de manière systématique, me ramenait inmanquablement à mon enfance quand

maman me posait mille questions », avoue Françoise. À la longue, le désir en prend un coup et vous risquez d'entretenir une relation plus fraternelle qu'amoureuse. Alors quelles choses à partager et à raconter en couple ? Si les petits secrets sont nécessaires, à l'inverse, certains silences peuvent

peser lourd. « Un licenciement ou une maladie grave sont des points qui nécessitent un dialogue », ajoute Jacques-Antoine Malarewicz. Savoir parler est dans ce cas un signe de confiance en l'autre. Combien de couples sont sortis grandis des épreuves difficiles ou de conflits majeurs par la

parole. Partager ses émotions coule de source mais pas n'importe quand, ni n'importe comment. Chacun arrive avec son histoire, et ses blessures. Alors inutile de battre le fer quand il est chaud, devant une difficulté. Catherine Bensaïd conseille « d'attendre le moment adéquat, base d'une communication respectueuse dans le couple ». Encore une fois, l'équilibre est de mise, pour mieux s'entendre et donc mieux s'écouter. Quels conseils pratiques pour faire durer son couple ? Ces quelques conseils peuvent vous aider à trouver le juste milieu entre transparence et silence :

- Ce qu'il ne faut pas dire : les petits secrets.

Vous traînez avec votre meilleur(e) ami après le boulot et forcément vous rentrez plus tard. Ou vous dînez avec un(e) ex. Si vous savez que l'un comme l'autre vont le (la) rendre dingue, avec à la clé une scène assurée...

Motus ! Vous coupez court à des discussions inutiles et jouissez de ce précieux sentiment de liberté sans dommage (pour les deux).

Ce qu'il faut dire : Exit le tabou de l'argent. Vous avez craqué pour le dernier gadget high tech (exorbitant). Mettez-le (la) dans la confidence et trouvez une parade ensemble : faites la cuisine pendant une semaine. Si vous avez été licencié, inutile de faire semblant d'y aller le matin (c'est très courant) le temps de trouver un autre boulot. Jouez cartes sur tables.

Ça dépend : l'infidélité. Faites-lui part de votre incartade dans le cas où c'est un véritable symptôme d'un malaise dans votre couple. « Ça ne va pas ; d'ailleurs je t'ai trompé ». Sinon ne vous en vantez pas, c'est un moment d'individualité. Il n'y a ni cocu, ni tromperie. L'autre se sent exclu seulement si l'amour est renié.

Découverte d'une pratique inattendue qui vous rend le plus épanoui en couple

Une étude anglaise conduite sur près de 300 amants a permis d'identifier une pratique intimement liée à une sexualité épanouie. Découvrez-la pour épicer un peu plus vos relations ! La masturbation n'est pas seulement une affaire privée ! Ou du moins, elle ne devrait pas l'être, si l'on en croit une nouvelle étude de l'Université de Southampton. Selon une étude conduite sur près de 300 Britanniques interrogés, cet

échange donnant-donnant quand il est pratiqué à deux, serait associé à des sentiments positifs et une meilleure satisfaction sexuelle en générale, chez ceux qui s'y adonnent. La satisfaction sexuelle à portée de main. Les chercheurs ont ainsi interrogé 117 femmes et 151 hommes, tous en couple ou ayant un partenaire sexuel. Plus de 50 % des participants ont déclaré avoir pratiqué une masturbation à deux au cours des deux semaines précédentes. Pour rappel, on appelle masturba-

tion mutuelle le fait que deux personnes simulent les organes génitaux « de l'autre » et en même temps pour le plaisir sexuel. Les participants ont alors évalué leur satisfaction sexuelle en répondant à différentes questions sur leurs émotions face à l'acte, et une donnée s'est largement dessinée : les personnes qui se livraient à cette pratique mutuelle avaient tendance à être plus satisfaites que celles qui ne s'étaient pas masturbées avec leur partenaire depuis plus de quinze jours.

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils pensaient de la masturbation mutuelle, un nombre étonnant de personnes ont ainsi répondu qu'elles avaient des sentiments positifs à propos de cet acte torride. En revanche, seuls 12 participants ont déclaré qu'ils ressentent « très fortement » que la masturbation mutuelle était « étrange » et seulement neuf ont déclaré qu'ils se sentaient très « tendus » à ce sujet. Démystifier un peu plus le plaisir personnel... à deux Pour Dilan Kılıç,

expert en psychologie et chercheur principal, les résultats actuels suggèrent que la masturbation mutuelle est courante dans les couples et que de nombreuses personnes rapportent des sentiments positifs à propos de ce comportement. La masturbation à deux serait donc une nouveauté à ajouter à sa pratique sexuelle si ce n'est déjà le cas : « S'engager dans une masturbation mutuelle pourrait augmenter le répertoire sexuel des couples et améliorer la satisfaction sexuelle » souligne-t-il dans

l'International Journal of Sexual Health. Les chercheurs affirment que ces résultats peuvent aider à démystifier les mythes sur le plaisir personnel dans les relations et aider les gens à comprendre leur propre plaisir sexuel et celui de leur partenaire. Cependant, les résultats peuvent aussi être lus de façon différentes : les couples sont-ils plus épanouis quand ils pratiquent la masturbation mutuelle, ou sont-ils plus susceptibles de s'y livrer quand ils sont déjà satisfaits ?

Les auteurs ne peuvent répondre à cette questions : « La direction causale des associations ne peut pas être déterminée et, en tant que telle, l'expérience de la masturbation mutuelle peut augmenter la satisfaction sexuelle ou les personnes sexuellement satisfaites pourraient être plus susceptibles de s'engager dans une masturbation mutuelle, ou les deux ». Quoi qu'il en soit, élargir le plaisir personnel à son ou sa partenaire ne semble pas faire de mal, bien au contraire !

MAGALI RÉGNIER ■

Dans la guerre en Ukraine, dépasser la guerre des impérialistes

(suite de la page 19).

conjoncture est la mieux indiquée pour l’État congolais de rendre, par une diplomatie pro-active, plus dynamique et plus agissante, l’Occident plus conscient que jamais auparavant de ses responsabilités historiques sur le sort du Congo et de l’amener à changer positivement de comportement, d’attitudes et de pratiques à son égard. Visiblement anti-russe, ce camp croit en la capacité de l’Occident, généralement attaché à la démocratie, à se ressaisir, à s’amender, à apporter encore au Congo l’assistance dont il a grandement besoin pour mettre fin à la guerre de l’Est et pour son développement.

PARTISANS DU CONGO. Le troisième et dernier camp, dit pro-Congo, dénonce et condamne, comme les deux autres, le comportement hypocrite et ambigu de l’Occident vis-à-vis de ce pays durant les trois dernières décennies. Comme le deuxième groupe, il reconnaît et apprécie quand même les réalisations de l’Occident au Congo. Cependant, contrairement aux deux premiers camps, il tient à la promotion, à la défense et à la progression ininterrompues d’un développement essentiellement endogène au Congo. Un développement promu, suivi et défendu par des Congolais. Un développement puissamment encouragé et soutenu par l’État congolais. Dans cet objectif, il juge très sévèrement et l’Occident et la Russie et même la Chine. Considérant l’ensemble de leurs œuvres à travers le monde, il ne fait confiance ni à l’Occident, ni à la Russie, ni même à la Chine quant à la consistance de leur contribution au développement du Congo. Car, ils sont tous de cyniques monstres froids toujours accrochés à la promotion, à la défense et à l’accroissement ininterrompus de leurs seuls intérêts au détriment de ceux des pays les plus faibles qu’ils exploitent inconsidérément. Des preuves palpables ? L’Occident a colonisé, durant plusieurs siècles ou décennies, tous les pays d’Afrique, d’Océanie, d’Amérique latine, des Antilles et des Caraïbes et la majorité des pays d’Asie. Partout, même après l’accession de ses ex colonies à la souveraineté nationale et internationale, il se comporte toujours en maître. Il domine, exploite et ruine politiquement, économiquement, socialement et culturellement tous les pays des régions géographiques précitées. Actuellement, l’écrasante majorité de ces pays, demeurés généralement pauvres, misérables et sous-développés, le boudent ou le contestent. Mais, ils n’abandonnent pas, pour autant, cet Occident qui les assujettit! Cependant, depuis environ deux ans, trois pays d’Afrique francophone occidentale, en l’occurrence le Mali, le Burkina Faso et le Niger, tentent, pour des raisons évidentes d’exploitation

effrénée, de s’éloigner et de se séparer de la France, leur ancienne puissance coloniale et néo-coloniale. Ils essaient de se rapprocher de la Russie de Poutine. Celui-ci met, sans tergiverser et sans attendre, ses mercenaires du groupe Wagner, non seulement à la disposition de ces trois derniers pays, mais également de la République Centrafricaine, de la Libye, du Soudan, de l’Algérie et du Mozambique. Pour, dit-il, les protéger des terroristes commandités par l’Occident. La Russie, qu’elle soit tsariste ou soviétique, a aussi politiquement, économiquement, socialement et culturellement colonisé, dominé, exploité et ruiné, pendant plusieurs siècles ou décennies, la quasi-totalité des pays de l’Europe centrale, la totalité des pays de l’Europe de l’Est et des pays d’Asie centrale (Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan, Mongolie Extérieure, Afghanistan, etc). À ce propos, Mme Salomé Zourabitchvili, présidente de la République de Géorgie voisine, témoigne : « La nature de la Russie est impériale. Il fait plus de deux siècles que les Russes attaquent et occupent tous les pays autour d’eux ». Mais, au bout du compte, aucun de ces pays longtemps soumis à la Russie ou à l’URSS n’a pris de l’envol en matière de développement. Ils crouissent généralement dans la pauvreté, la misère et le sous-développement. En plus, leur seule et unique véritable puissance coloniale et néo-coloniale, la Russie tsariste d’abord, l’URSS par la suite, désillusionnée par ses propres contradictions internes, s’est finalement désintégrée en décembre 1991. De ce fait, certains pays voisins, autrefois souverains, indépendants et libres, qu’elle avait intégrés par la force en son sein et transformés en ses républiques fédérées, sont redevenus des États indépendants, souverains et libres comme auparavant. Les ex-démocraties populaires, jadis pays satellites de l’URSS enfermés dans un camp retranché du monde, sont aussi redevenues des États indépendants, souverains et libres comme auparavant. Et ces anciennes républiques fédérées soviétiques et ces ex-démocraties populaires ont abandonné, dans leur écrasante majorité, l’impérialiste, l’expansionniste et la totalitaire Russie de Poutine. D’où, la mort subite inévitable du Pacte de Varsovie et du Comecon qui les reliaient entre elles, sous l’égide de Moscou, sur les plans respectivement militaro-politico-idéologique et économique-commercial-financier. D’où, la plupart d’entre elles se sont rapprochées, ont déjà rejoint ou tendent à rejoindre l’Otan et l’Union Européenne. D’où, les guerres que la Russie de Poutine a suscitées et imposées à la Géorgie en 2008 et à l’Ukraine en 2014 et en 2022. D’où, les menaces qu’elle fait peser sur la plupart de ses anciens vassaux affranchis tels que la Pologne, la Géorgie, la

Moldavie, la Lituanie, l’Estonie, la Lettonie, etc., qu’elle tiendrait à ramener sous son giron. Sous le couvert de l’URSS, la Russie, la seule et l’unique puissance de ce conglomérat d’États qui se sont finalement avérés tout simplement juxtaposés, avait la main mise sur certains pays d’Afrique, tels que le Ghana de Kwame N’krumah, la Guinée Conakry de Sékou Touré, le Congo-Brazzaville de Marien Ngouabi et Sassou N’guesso, le Mozambique de Samora Machel et Joachim Chissano, l’Angola d’Agostino Neto et Eduardo Dos Santos; sur quelques pays d’Amérique latine à l’instar du Nicaragua des sandinistes ; sur quelques pays des Antilles et des Caraïbes, comme Cuba de Fidel Castro ; et sur certains autres pays d’Asie, aux côtés de la Chine de Mao, tels que le Vietnam de Hô Chi Minh et le Cambodge des Kmers Rouges. Mais, aucun de ces divers pays n’est sorti du sous-développement. Incroyable, ils se sont tous réconciliés avec l’Occident, le diable ! Selon ce troisième et dernier camp, dit pro-Congo, les grandes puissances mondiales, qu’elles soient de l’Occident ou de l’Orient, sont globalement des oiseaux du même plumage. Rejeter, dans ce contexte, l’Occident en vue d’embrasser précipitamment et aveuglément la Russie de Poutine équivaudrait à déshabiller Saint Pierre pour habiller Saint Paul. En effet, Saint Paul et Saint Pierre sont, tous deux, de la même nature chrétienne. Ils visent, tous deux, la propagation et l’inculturation de l’Évangile de Jésus-Christ à travers le monde. La Russie et l’Occident sont également, tous deux, de la même nature impériale et expansionniste. Ils sont, tous deux, de cyniques monstres froids toujours enclins à dominer et à exploiter littéralement les autres pays du monde, surtout les plus faibles. Égocentriques, ils ne promeuvent, ne défendent et ne développent sérieusement que leurs seuls intérêts au détriment de ceux des autres pays avec lesquels ils font semblant de traiter d’égal à égal. À ce sujet, ce camp exhibe le cas du contrat du siècle que le Congo avait signé, en avril 2008, avec un groupe d’entreprises chinoises. Et ce, dans le cadre de la joint-venture Sicomines qu’ils avaient montée ensemble. Contrat par lequel les Chinois ont, selon l’Inspection Générale des Finances, roulé le gouvernement congolais sur tous les plans. En effet, pour réaliser le programme d’infrastructures dont le pays a grandement besoin pour son développement, ce gouvernement avait mis à la disposition de la Sicomines des gisements riches en minerais de cuivre, de cobalt et de lithium évalués à près de 93 milliards de \$US. Il a ajouté, à ces riches gisements miniers, les exonérations de tous droits de l’État estimés à environ 10 milliards de \$US. Les deux entreprises chinoises n’ont apporté aucun

capital frais leur appartenant en propre. Elles ont seulement amené un endettement de 4,4 milliards de \$US emprunté d’Exim Bank of China pour le fonctionnement de la Sicomines. Cependant, les deux entreprises chinoises ont gagné, à elles seules, 17 milliards de \$US, les banques préteuses chinoises 1,2 milliards de \$US et le Congo à peine 800 millions de \$US en infrastructures depuis 2008 ! En plus, la Sicomines, pourtant une joint-venture Congo-Chine basée au Congo, n’utilise jamais les entreprises sous-traitantes congolaises dans les travaux qu’elle conduit! Elle fait appel à des compagnies sous-traitantes chinoises installées ici ou ailleurs! Ainsi, dans cette guerre en Ukraine, croit ce troisième et dernier groupe pro-Congo, la place des Congolais ne peut être ni derrière l’Occident mené par les États-Unis, la superpuissance mondiale, ni derrière la Russie, la deuxième puissance militaire mondiale, ni derrière la Chine, la deuxième puissance économique mondiale, mais bien aux côtés de leurs compatriotes qui se battent, au Congo, pour la survie, l’émergence et le développement intégral, intégré et durable de leur pays.

TRILOGIE GAGNANTE. Considérant toutes les réalités concrètes susévoquées et vécues sous tous les impérialismes, que conclure sinon qu’il n’y a point, entre l’Occident et la Russie, le moindre mal. Ils sont tous habités par le même esprit dominant d’impérialisme et de mercantilisme, quel qu’en soit le degré. Ils sont tous des exploiters insoucieux de leurs prétendus partenaires, des expansionnistes autoritaires et des impérialistes sans scrupules. La preuve la plus tangible de leur iniquité commune incomparable? Aucun pays d’Afrique, d’Asie, d’Océanie, d’Amérique latine, des Antilles et des Caraïbes, etc., n’a émergé selon le modèle occidental, grâce à l’Occident ! Aucun pays d’Europe centrale, d’Europe orientale, d’Asie centrale, d’Afrique, d’Amérique latine, des Antilles et Caraïbes, etc., n’a émergé selon le modèle soviétique ou russe, grâce à l’URSS ou à la Russie. Les quelques pays qui émergent, même s’ils s’inspirent des expériences des autres et optent généralement pour le mode de production capitaliste, empruntent leur propre voie. Quant à l’idée de privilégier les relations diplomatiques et de coopération au développement soit avec la Russie seule, soit avec l’Occident seul, soit avec la Chine seule dans toutes les questions touchant à la guerre de l’Est et au développement de leur pays, les Congolais divisés en trois camps distincts, séparés et antagoniques difficilement réconciliables! S’ils tiennent à mettre fin à la guerre à l’Est que le Rwanda et quelques multinationales leur imposent, ils doivent dépasser la guerre en Ukraine, se refuser

de se diviser et de s’éparpiller en fonction du comportement, des attitudes et des pratiques de l’Occident face à cette guerre-là et à celle de l’Est de leur pays. Ils doivent se refuser de succomber à la propagande russe qui ne sert que les intérêts russes. Ils doivent, dans ce contexte, psychologiquement sortir de la guerre impérialiste en Ukraine qui n’est pas du tout leur guerre. Afin de se consacrer et de se concentrer uniquement et sérieusement, dans l’unité la plus totale, à court et à moyen terme sur la guerre mercantiliste que l’impénitent ennemi rwandais leur mène dans la partie Est de leur pays et à long terme sur le développement intégral, intégré et durable de celui-ci. En vue d’y parvenir, ils sont appelés à franchir, au préalable ou concomitamment, les cinq importantes et stratégiques étapes opérationnelles suivantes. Premièrement, identifier systématiquement toutes les fameuses multinationales occidentales friandes des minerais stratégiques congolais impliquées dans la guerre de l’Est. Deuxièmement, chercher et obtenir impérativement de négocier, d’égal à égal, directement avec les présidences exécutives de ces fameuses multinationales occidentales et leurs gouvernements respectifs. Troisièmement, trouver avec ces derniers un modus vivendi rationnel, réaliste, opérationnel, juste et profitable à tous. Quatrièmement, ne compter ni sur les Occidentaux seuls, ni sur les Russes seuls, ni sur les Chinois seuls, mais sur les Congolais, obligés à chercher, à trouver et à déterminer, eux-mêmes, les voies et moyens les meilleurs de sortir leur pays du gouffre dans lequel il se trouve. Cinquièmement, emprunter, à l’instar des Sud-Coréens, des Brésiliens, des Indiens et des Chinois, leur propre voie pour émerger. Ils ont tous les atouts indispensables, sauf deux : le patriotisme véritable et la volonté politique de développer, eux-mêmes d’abord, eux-mêmes ensuite et eux-mêmes enfin, leur propre pays. La solution aux multiples problèmes du Congo ne se trouve ni dans la guerre contre le Rwanda et l’Occident, ni dans l’alliance exclusive, spéciale ou privilégiée soit avec Poutine, soit avec Xi Jinping, soit avec Biden, ni dans le repli sur soi-même, mais dans la conjugaison simultanée, rationnelle et responsable de la trilogie gagnante suivante : le patriotisme sincère, sérieux, engagé et réellement appliqué de ses propres citoyens; la volonté politique farouche, implacable et optimale de sa prise en charge effective, profonde et totale par ses propres citoyens ; la diplomatie et la coopération au développement stratégiques et rentables avec le reste du monde, dont les incontournables grandes puissances impérialistes mondiales.

MUSENE SANTINI BE-LASAYON ■

Les Congolais divisés en trois camps dans la guerre en Ukraine

Face à la guerre que se livrent, par l'Ukraine, la Russie et l'Occident conduit, des Congolais, idéologiquement enchaînés ou libres, sont incroyablement divisés en trois camps. Certains se réclament partisans de la Russie de Vladimir Poutine contre l'Occident de Joe Biden. Certains autres se disent défendre l'Occident contre la Russie. D'autres refusent la balkanisation de leur pays, se rangent derrière le Congo de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Mais, ceux-ci ne sont ni contre, ni pour l'Occident ou la Russie. Ils sont tout simplement pour le Congo. Tentons décoriquer les arguments des uns et des autres.

TROIS OBSERVATIONS.

Trois observations au départ. Primo, ce que nous rapportons ici est le fruit, non pas d'une grande enquête sociologique concernant la guerre en Ukraine et ce, en rapport avec la guerre sévissant dans l'Est du pays quasi-abandonné par l'Occident depuis environ trente ans. Il s'agit plutôt des résultats des entretiens libres, individuels et collectifs réalisés, du mois de juin au mois d'août 2023, avec un certain nombre d'universitaires de divers formations académiques et milieux socio-professionnels de Kinshasa. Dans ce contexte, il nous est très difficile de mesurer le degré exact de leurs sentiments envers la Russie, l'Occident et le Congo. Mais, nous dégageons avec aisance, à travers leurs propos, leurs penchants à l'égard de l'une ou l'autre de ces trois entités géopolitiques.

Secundo, de l'avis général des experts des sociétés est-européennes post-soviétiques, tels que Hélène Carrère d'Encausse, Jean Radvagni, Françoise Thom et Gilles Favarel-Garrigues, la guerre en Ukraine n'est pas du tout une guerre idéologique opposant la gauche marxiste-léniniste, socialiste, communiste, totalitaire et révolutionnaire à la droite libérale, capitaliste, démocratique et réactionnaire. Comme c'était le cas durant la très longue guerre froide de 1945 à 1991. Car, l'Occident demeure fondamentalement libéral, capitaliste et démocratique. Alors que la Russie de Vladimir Poutine paraît avoir essentiellement rompu avec le marxisme-léninisme, le socialisme et le communisme de l'ère soviétique, elle semble n'en garder que son système agressif de propagande et de coercition politico-idéologique. Pour preuve, le parti communiste russe d'aujourd'hui, resté essentiellement orthodoxe, est le leader incontesté des farouches oppositions à ce régime foncièrement nationaliste et totalitaire du parti Russie Unie de Vladimir Poutine au pouvoir depuis 23 ans. D'ailleurs, rapporte Gilles Favarel-Garrigues, les experts qualifient généralement l'actuel régime politique russe de « super-présidentiel, de démo-



À g., le président américain Joe Biden ; à dr., le président russe Vladimir Poutine. DR.

cratie dirigée, de militarisme libérale ou d'autoritarisme bureaucratique». Ils perçoivent la guerre en Ukraine comme l'expression violente des ambitions illimitées de son instigateur, Poutine et de l'orgueil également démesuré des Occidentaux qui croient détenir, pour de bon, l'hégémonie géopolitique sur le monde entier.

Tertio, les deux guerres auxquelles nous faisons allusion ici, celle en Ukraine et celle dans l'Est du Congo, sont deux guerres fondamentalement différentes par leur nature et par leurs protagonistes. Elles ne sont ni confondables, ni comparables. Tenez : la guerre en Ukraine est une guerre impérialiste pour l'hégémonie géopolitique mondiale. Elle est fondée sur les intérêts stratégiques particuliers, donc globaux, de la Russie et de l'Occident piloté par les États-Unis d'Amérique. Elle oppose, entre eux, les monstres les plus froids des monstres ou les bourreaux les plus cruels des faibles. Nous citons les impérialistes russes et les impérialistes occidentaux, toujours égocentriques. La guerre à l'Est du Congo est une guerre mercantiliste, principalement fondée sur les intérêts économico-financiers de quelques puissantes multinationales occidentales friandes des minerais stratégiques congolais et, par ricochet, sur ceux de leur allié et commissionnaire africain sur le terrain des opérations militaires, le Rwanda de Paul Kagame. Ces puissantes multinationales occidentales sont les commanditaires, les sponsors, les soutiens, etc., de cette guerre mercantiliste à l'Est qui oppose deux pays pauvres et faibles quand le Rwanda de Paul Kagame en touche les dividendes. Revenons maintenant à ces trois différents camps hostiles dans lesquels s'inscrivent les Congolais dans la guerre en Ukraine par rapport à celle de l'Est de leur propre pays.

PARTISANS DE LA RUSSIE.

Le premier groupe, le plus bruyant et le plus grouillant de tous, c'est celui des pro-Russie, mieux, des pro-Poutine. Il est constitué des fanatiques et inconditionnels de Poutine considéré comme un leader ou un héros intraitable. Et ce, pour deux raisons connexes. Primo, metteur en scène consommé de sa propre personne, le président russe

se pose en figure de proue de la farouche opposition à la domination unilatérale de l'Occident sur le monde entier et de la soumission inconditionnelle à ce monde « pourri, satanique et cupide », selon ses propres mots. Il le démontre en défiant, par la guerre totale et impitoyable qu'il impose à l'Ukraine, les États-Unis d'Amérique et ses alliés de l'Union Européenne, les détenteurs exclusifs de l'hégémonie géopolitique mondiale et les soutiens indéfectibles de l'Ukraine contre sa Russie. Secundo, Poutine fait rêver à ses partisans, sans leur dévoiler la procédure à suivre pour y parvenir, l'avènement de l'hégémonie géopolitique mondiale multipolaire, partenariale et équilibrée que les BRICS revendiquent au nom de tous les opprimés de l'ordre mondial actuel mené par l'Occident depuis le XVI^{ème} siècle.

Ce groupe pro-Russie est psychologiquement conduit, ragailardi, requinqué et subjugué par le discours ratio-émotionnel anti-hégémonie géopolitique américaine en particulier et occidentale en général de Poutine. Il prend cette propagande agressive, incessamment répétée, pour parole d'Évangile. Il perçoit la Russie comme un pays à diplomatie accommodante, douce et coopérative par rapport à celle de l'Occident qu'il juge offensive, hégémonique et écrasante. Il qualifie l'Occident d'hypocrite, d'injuste, d'ingrat et de méchant à l'égard du Congo. Il lui reproche particulièrement de laisser, depuis environ trois décennies, certaines de ses puissantes multinationales armer le Rwanda de Paul Kagame. Et ce, dans l'objectif d'attaquer, de déstabiliser et d'envahir incessamment et impunément, pour des raisons mercantilistes, le Congo qu'il exploite pourtant depuis 138 ans. Pendant qu'il abandonne l'Est du Congo entre les mains du Rwanda commandité par certaines de ses puissantes multinationales, il soutient massivement et puissamment, depuis le 24 février 2022, l'Ukraine de Volodymyr Zelensky contre la Russie de Poutine.

Face à cette politique absurde de deux poids, deux mesures de l'Occident, ce groupe, viscéralement anti-américain en particulier et anti-occidental en général, prend clairement et nettement position en faveur de la Russie de Poutine. Se



fondant sur la supériorité supposée de la Russie dans le domaine du nucléaire militaire (elle aurait plus de têtes nucléaires que les États-Unis d'Amérique), il pousse l'État congolais à s'allier exclusivement à cette dernière. Et ce, dans le but ultime de libérer l'Est du pays du joug rwandais et, par ricochet, occidental. Il croit au plus haut point que la promotion et la défense des intérêts majeurs du Congo doivent nécessairement passer, aujourd'hui, par une alliance particulière, spéciale et exclusive avec la Russie de Poutine. Car, contrairement à l'Occident, la Russie est disposée à accompagner le Congo dans ses efforts pour mettre fin à la guerre sévissant dans sa partie Est et pour son développement.

LES PRO-OCIDENT.

Le deuxième camp de Congolais, dit pro-Occident dénonce et condamne également, avec force, le comportement ambigu et hypocrite de l'Occident envers le Congo quant à la guerre bientôt trentenaire à l'Est. Cependant, il croit qu'il est fondamentalement logique, normal et juste que l'Occident assiste massivement et puissamment l'Ukraine dans la guerre injuste et injustifiée que la Russie de Poutine, la deuxième puissance militaire mondiale, inflige à son voisin infiniment plus petit et plus faible. Il qualifie l'instigateur de cette guerre, Poutine, de fou, de sanguinaire, de criminel, d'assassin, de dictateur insensé et incorrigible, etc. Il juge la Russie, deuxième puissance mondiale uniquement militaire, mais économiquement et technologiquement arriérée par rapport à l'Occident, incapable d'assister sérieusement, profondément et intégralement le Congo dans son combat pour le développement. Car, le Congo est confronté, non seulement à la guerre dans sa partie Est, mais aussi et surtout à d'innombrables autres problèmes inextricables dans tous les secteurs d'activités. Or, le seul et l'unique bénéfice que le Congo peut tirer de la coopération privilégiée ou exclusive avec la Russie de Poutine, ce sont des armes, des munitions, des véhicules, des avions de guerre. Et ce, en échange avec des cargaisons et des cargaisons des minerais stratégiques. En dehors de ces instruments de guerre russes, le Congo ne peut s'attendre à rien d'autre

de plus. Pire, il n'y a aucune garantie que ces instruments de guerre russes feront gagner le Congo contre le Rwanda et l'Occident.

Pour se convaincre de l'infime importance de la coopération avec la Russie, ce camp pro-Occident propose que l'on se mette à compter et à comparer, objectivement, ce que les Occidentaux et les Russes ont déjà réalisé au Congo. Il jure qu'on ne trouverait, à travers ce pays ni école, ni hôpital, ni route, ni entreprise, etc., comme résultats de la coopération plus que soixantenaire avec la Russie!

Par contre, malgré sa politique coloniale et néocoloniale, l'Occident, longtemps représenté sur le terrain par le royaume de Belgique, a montré le chemin du développement au Congo. Quelques exemples. Dès son établissement en 1885, l'Occident s'est employé à créer ce grand État africain qui n'avait jamais existé avant lui et qui fait la fierté des autochtones. À part la ville de Gbadolite fondée par Mobutu, il a progressivement créé, en 75 ans, tous les autres villes et centres urbains du pays. Par l'intermédiaire des Églises Catholique et Protestante qu'il a autorisées à s'implanter dans le pays, il a doté le Congo de l'écrasante majorité de ses institutions d'enseignement et de santé de tous les niveaux, pendant et après la colonisation. Malgré quelques désinvestissements opérés à partir de la seconde moitié des années mille neuf cents quatre-vingt-dix, il est demeuré, pendant très longtemps, l'incomparable premier investisseur étranger du Congo. En effet, l'écrasante majorité des entreprises et des banques de toutes les tailles et de tous les secteurs d'activités, qui faisaient travailler les Congolais, étaient occidentales. L'écrasante majorité des diverses infrastructures publiques (bâtiments, ponts et chaussées, rails, barrages hydro-électriques, etc.) du pays sont des apports indéniables de l'Occident. Enfin, si l'Occident n'était réellement que « pourri, satanique et cupide et la Russie paradisique », comme le prétendent Poutine et ses fanatiques, comment expliquer que des Congolais de toutes les tendances idéologiques, qui s'expatrient particulièrement pour des raisons socio-économiques, ne vont jamais en Russie, mais toujours dans les pays occidentaux : Belgique, États-Unis d'Amérique, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, etc.?

Des Congolais honnêtes, sérieux et responsables ne peuvent pas nier, argue ce groupe pro-Occident, ces nombreuses et diverses évidences occidentales. Par conséquent, ils ne peuvent renier l'Occident à cause de l'outrecuidance de certaines de ses multinationales liées à la guerre de l'Est et de son impérialisme qu'ils connaissent pourtant mieux que l'impérialisme russe. Au contraire, la présente

(suite en page 18).

Scandale chez les Cathos

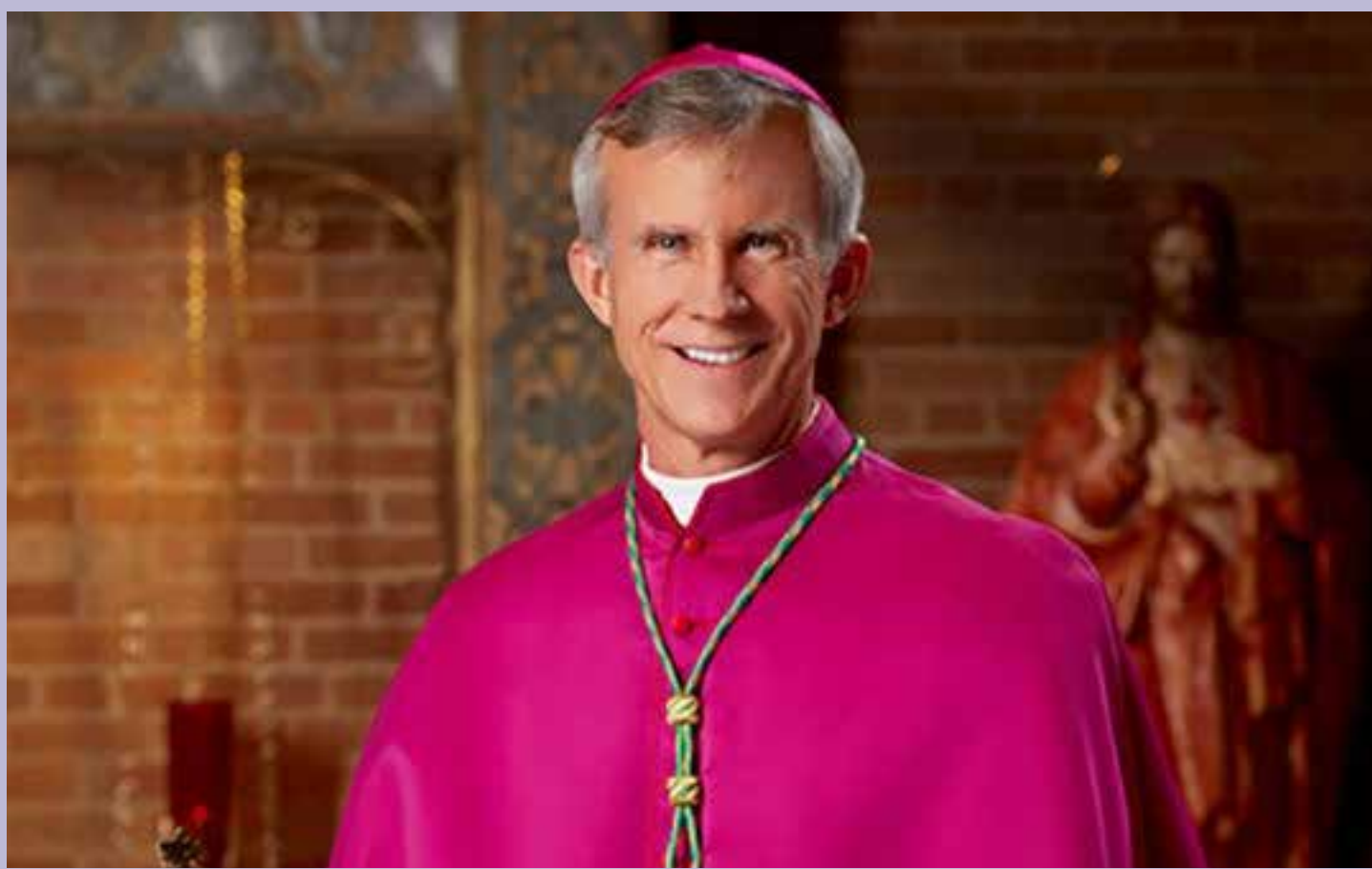
Un évêque américain révoqué, un autre en Pologne démissionne après une orgie sexuelle

L'Église catholique est-elle en train de migrer ? La question est sur toutes les bouches après ce qui accable de-

peu l'Église de Rome.

Aux États-Unis, Mgr Joseph Strickland, 65 ans, depuis le 31 octobre dernier, à la tête du diocèse de Tyler au Texas, était un critique virulent du pape François. Ses propos, mais aussi une mauvaise gestion du diocèse, semble-t-il, lui ont valu d'être relevé de sa charge par le souverain pontife. Une décision très rare dans l'Église.

D'ordinaire, c'est à 75 ans qu'un évêque renonce à sa charge dans l'Église catholique. Joseph Strickland en a dix de moins, mais il n'est déjà plus l'évêque de Tyler, après onze années à la tête du diocèse. Il représente l'aile la plus conservatrice de l'épiscopat américain et n'a pas caché ses derniers mois son opposition frontale envers le Pape François, reprochant notamment au souverain pontife de « saper le dépôt de la foi ». En août, dans une lettre aux fidèles de son diocèse, il dénonçait aussi la tenue du synode qui a eu lieu au mois d'octobre au Vatican. « Ceux qui proposent de changer ce qui ne peut être changé cherchent à réquisitionner l'Église du Christ, ce sont eux les vrais schismatiques », avait-il notamment critiqué. Mais derrière ses diatribes anti-François, son diocèse de Tyler aurait également connu des problèmes de gouvernance. En juin dernier, le pape a diligenté une enquête auprès de l'évêque texan, menée par deux autres évêques américains. Invité à quitter sa charge, Mgr Strickland a refusé. Le pape François l'a donc démis de sa charge, une décision rarissime dans l'Église, les évêques « problématiques » acceptent d'ordinaire de quitter leur fonction sur demande du Saint-Siège. Par cette décision, le pape envoie un signal à l'Église catholique américaine, très polarisée, à l'image de la classe politique. En attendant de nommer un nouvel évêque à Tyler, François a nommé l'évêque d'Austin pour administrer le diocèse vacant. En Pologne, Mgr Grzegorz Kaszak, évêque de Sosnowiec,



Aux États-Unis, Mgr Joseph Strickland, 65 ans, était un critique virulent du pape François. DR.

dans le sud du pays, a, lui, démissionné après une orgie qui aurait été organisée par des prêtres de son diocèse. Le pape François a accepté sa démission.

SCANDALE SEXUEL.

L'affaire a été révélée suite à une urgence médicale survenue pendant l'événement. Ni le Vatican ni l'Église catholique en Pologne n'ont donné de raison à cette démission. Mgr Grzegorz Kaszak, 59 ans, dirigeait jusque-là le diocèse de Sosnowiec, une grande ville industrielle en banlieue de Katowice, dans le sud de la Pologne. Le pape François a

nommé l'archevêque de Katowice, Mgr Adrian Galbas, administrateur a.i. du diocèse. En septembre dernier, une orgie qui aurait impliqué des ecclésiastiques homosexuels dans un appartement de prêtres à Dąbrowa Górnicza, avait ébranlé l'Église en Pologne. Un call-boy se serait évanoui après avoir pris des médicaments contre l'impuissance. Selon les médias, c'est en prévenant les services médicaux d'urgence que la fête a été découverte. Dans une lettre adressée mardi aux fidèles et au clergé de son diocèse, Mgr Kaszak a demandé « pardon » pour ses « limites humaines ». S'il avait offensé

quelqu'un ou négligé quelque chose, il en serait profondément désolé, a-t-il déclaré. L'ancien secrétaire du Conseil pontifical pour la famille était à la tête du diocèse depuis 2009. « Le Père Tomasz Z. et deux personnes laïques ont commis une très grave violation des normes morales, que l'Église ne tolère pas et condamne fermement. L'incident est devenu une cause de grand scandale pour les fidèles et d'indignation publique justifiée », indiquait le site du diocèse. Le prêtre ayant refusé aux ambulanciers l'accès à son appartement, ces derniers ont appelé la police. Le parquet a

ouvert une enquête pour non-assistance présumée à personne en danger. Mgr Kaszak a mis en place une commission d'enquête et suspendu le prêtre propriétaire de l'appartement de la paroisse de la Vierge Marie des Anges. Selon un communiqué de presse publié le 20 octobre par le bureau de presse du diocèse de Sosnowiec, la commission était toujours en train d'enquêter sur l'affaire. « Ses efforts visent principalement à identifier les participants à l'événement, en particulier des membres du clergé subordonnés à l'autorité de l'évêque de Sosnowiec », a indiqué le diocèse. Et d'ajouter que jusqu'à présent, tous les membres du clergé qui « pourraient avoir eu connaissance de l'affaire » ont été interrogés.

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeurs associés
Yves Soda.
Christophe Dandy Lukeba.

RÉDACTION
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique: Trends. Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2023 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation
de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13
janvier 2008.



Manifestations anti-Netanyahu

Des manifestations se multiplient dans le monde contre les bombes qui se déversent sur Gaza et en Israël venant des familles des otages enlevés par le Hamas exigeant du Premier ministre Benjamin Netanyahu plus d'efforts pour leur libération. Un mois après les attaques meurtrières du mouvement islamiste palestinien le 7 octobre, plusieurs centaines de personnes manifestent à Jérusalem pour exiger la démission de Netanyahu qu'ils jugent « responsable et coupable » des défaillances dans la gestion du pays. Les attaques ont causé la mort de 1.400 personnes en Israël, majoritairement des

civils, et au moins 240 personnes ont été prises en otage, selon les autorités israéliennes. À Gaza pilonné depuis sans répit par l'armée israélienne, plus de 10.000 personnes, essentiellement des civils, ont été tuées d'après le ministère de la santé du Hamas. « Les familles des otages et des disparus ne rentreront pas chez elles tant que tous les otages ne seront pas chez eux », affirme le Forum des familles des otages et disparus qui a appelé au rassemblement à Tel-Aviv, devant le ministère de la Défense. « J'attends et j'exige de mon gouvernement qu'il change d'approche », a lancé Hadas Kalderon, dont cinq

membres de sa famille ont été enlevés. « Chaque jour, je me réveille pour un nouveau jour de guerre. Une guerre pour la vie de mes enfants », dit Mme Kalderon. « Nous voulons un vote pour nous débarrasser de Netanyahu. J'espère que les manifestations vont se poursuivre et s'amplifier », déclare Netta Tzin, 39 ans, s'estimant « trahie » par l'action du Premier ministre. Les attaques du 7 octobre ont encore fragilisé Netanyahu, qui détient en Israël le record de longévité au poste de Premier ministre et faisait déjà face depuis plusieurs mois à une contestation massive contre sa réforme judiciaire.